

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET  
DES FINANCES**



**MINISTERE DE LA SANTE**

# **BUDGETISATION SENSIBLE A LA NUTRITION AU BURKINA FASO**

## **MODULES DE FORMATION**

**unicef**   
for every child

**Août 2025**

## Table des matières

INTRODUCTION GENERALE.....	6
MODULE 1 : GÉNÉRALITÉS ET CONCEPTS DE BASE SUR LA NUTRITION .....	8
Syllabus .....	8
Introduction .....	9
1.1. Définition des concepts .....	9
1.1.1. Nutrition .....	9
1.1.2. Souveraineté alimentaire .....	9
1.1.3. Sécurité alimentaire .....	9
1.1.4. Sous-alimentation .....	10
1.1.5. Sécurité Nutritionnelle.....	10
1.1.6. Sécurité sanitaire des aliments.....	10
1.1.7. Interventions spécifiques à la Nutrition.....	11
1.1.8. Interventions sensibles à la Nutrition .....	12
1.1.9. Investissements favorables à la nutrition.....	12
1.1.10. Malnutrition.....	13
1.1.11. Concept des « 1000 premiers jours de vie » .....	14
1.2. Cadre conceptuel de la malnutrition.....	14
1.3. Cadre juridique et institutionnel de la nutrition.....	16
MODULE 2 : APPROCHES DE BUDGETISATION SENSIBLE A LA NUTRITION .....	20
Syllabus .....	20
Introduction .....	21
2.1. Notions, de budget et de budgétisation sensible à la nutrition .....	21
2.2. Enjeux du financement de la nutrition.....	23
2.3. Intérêts de la budgétisation sensible à la nutrition.....	29
Conclusion.....	30
MODULE 3 : OUTILS D'ANALYSE ET DE PRISE EN COMPTE DE LA NUTRITION DANS LE BUDGET.....	31
Syllabus .....	31
Introduction .....	32

3.1.	Outils d'identification des actions/activités en lien avec la nutrition .....	32
3.1.2.	Liste .....	33
3.2.	Outils de planification des actions/activités en lien avec la nutrition.....	35
3.3.	Outils de suivi des actions/activités en lien avec la nutrition .....	37
3.3.1.	Tableau de bord multisectoriel de nutrition.....	37
	Conclusion.....	39
	<b>MODULE 4 : PROCESSUS BUDGETAIRE DE L'ETAT ET POINTS D'ENTREE EN MATIERE DE NUTRITION .....</b>	<b>41</b>
	Syllabus .....	41
	Introduction .....	42
4.1.	Phase préalable de planification .....	42
4.2.	Élaboration du budget sous l'angle nutrition.....	42
4.2.1.	Elaboration du budget.....	42
4.3.	Préparation analytique du budget .....	44
	Point d'entrée de la nutrition .....	45
	Point de contrôle de la nutrition .....	46
	Point de contrôle de la nutrition .....	47
4.4.	Exécution du budget.....	47
4.4.1.	Acteurs de l'exécution budgétaire .....	48
4.4.2.	Modalités d'exécution du budget .....	48
4.5.	Phase de suivi-évaluation .....	49
	<b>MODULE 5 : PROCESSUS BUDGETAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET POINTS D'ENTREE EN MATIERE DE NUTRITION .....</b>	<b>51</b>
	Syllabus .....	51
	Introduction .....	53
5.1.	Généralités sur le budget des collectivités territoriales .....	53
5.1.1.	Définition du budget des collectivités territoriales.....	53
5.1.2.	Principes budgétaires.....	54
5.2.	Documents budgétaires .....	57
5.2.1.	Budget primitif .....	57
5.2.2.	Budget rectificatif.....	57

5.2.3. Décisions modificatives.....	58
5.2.4.....	58
5.3. Principales étapes d'élaboration du budget de la collectivité territoriale .....	58
5.3.1. Etapes préalables à l'élaboration du budget des collectivités territoriales .....	59
5.4. Différentes phases du processus budgétaire .....	60
5.5. Phase de suivi-évaluation .....	70
<b>Conclusion.....</b>	<b>71</b>
<b>CONCLUSION GENERALE.....</b>	<b>72</b>

<b>Tableau 1:</b> Pondération des interventions .....	28
Tableau 2: Types d'interventions.....	32
Tableau 3: Analyse budgétaire .....	33
<b>Tableau 4 :</b> Plan d'action multisectoriel.....	36
Tableau 5 : Tableau d'exemple simplifié .....	36
Tableau 6: Matrice budgétaire.....	37
<b>Tableau 7:</b> Tableau de bord simplifié.....	37
Tableau 8: Outil simplifié.....	38

**Figure 1:** Corrélation entre l'allocation budgétaire et l'évolution des indicateurs nutritionnels ..... 25

## INTRODUCTION GENERALE

Depuis plus d'une décennie, le Burkina Faso est confronté à une crise multidimensionnelle avec un fort impact sur le volet humanitaire. C'est dans ce contexte que le profil nutritionnel du pays présente une prévalence quasi préoccupante de la malnutrition sous toutes ses formes, notamment au sein des groupes vulnérables. En effet, selon les résultats de l'enquête nutritionnelle annuelle 2024 réalisée par le Ministère de la santé (Direction de la nutrition), la prévalence du retard de croissance <sup>1</sup> est de 19% chez les enfants de moins de cinq ans et de 9,9% chez ceux souffrant de malnutrition aigüe ou émaciation. Parmi les stratégies mises en œuvre en guise de réponse, les interventions spécifiques de nutrition menées par le ministère de la santé ont occupé une place de choix. Toutefois, des évidences scientifiques ont prouvé que les causes de la malnutrition sont multifactorielles faisant ainsi de la nutrition un domaine transversal.

La lutte contre la malnutrition n'est plus donc une question exclusive de santé publique ni d'alimentation, mais une question de développement global impliquant plusieurs secteurs dont la Santé, l'Agriculture, l'Eau, hygiène et assainissement, l'Education, l'Autonomisation de la femme, la Protection sociale, le Commerce, les finances publiques, la recherche, etc. Outre ces différents secteurs ministériels, les collectivités territoriales sont des entités communautaires dont le rôle est prépondérant dans la lutte contre la malnutrition au Burkina Faso. Pour une meilleure coordination des interventions, la Politique nationale multisectorielle de nutrition (PNMN) a été adoptée en 2020.

La mise en œuvre effective de cette politique exige que soient prévus et autorisés chaque année, dans les budgets de l'Etat et des collectivités territoriales, des crédits suffisants pour l'exécution des dépenses en faveur de la nutrition. Il s'agit de prendre en compte la dimension multisectorielle de la nutrition dans les secteurs contributeurs et le traduire en actions concrètes dans les budgets. Pour cela, il convient de réadapter la manière classique dont les ministères, les institutions et les collectivités territoriales planifient, élaborent et exécutent leurs budgets en y intégrant la dimension nutrition.

Dans l'optique d'une appropriation conséquente des mécanismes de prise en compte de la nutrition dans les budgets et d'assurer une harmonisation dans la conduite des actions de

---

<sup>1</sup> Enquête nutritionnelle nationale, MS, 2024.

renforcement des compétences, il importe d'élaborer des modules de formation à l'attention des acteurs concernés. C'est dans cette optique que ces modules ont été élaborés par une équipe pluridisciplinaire composée des acteurs des Ministères en charge des finances, de la santé, de l'éducation, de l'eau et assainissement, de l'agriculture et ceux de la société civile.

Ce présent document vise à soutenir les actions de renforcement des capacités dans le cadre du processus de budgétisation sensible à la nutrition et s'inscrit dans l'application de la transversalité de la nutrition dans le processus budgétaire. Il est destiné à tout acteur intéressé par la prise en compte de la nutrition dans le budget mais spécifiquement aux acteurs chargés de l'accompagnement des structures au niveau des ministères et institutions ainsi qu'au niveau des collectivités territoriales pour une appropriation généralisée de l'approche multisectorielle de la nutrition.

Dans ce document, il sera abordé cinq (05) modules que sont :

- généralités et concepts de base sur la nutrition ;
- approche du financement et de la budgétisation sensible à la nutrition ;
- outils d'analyse et de prise en compte de la nutrition dans les budgets ;
- processus budgétaire de l'Etat et points d'entrée en matière de nutrition ;
- processus budgétaire des collectivités territoriales et points d'entrée en matière de nutrition.



# **MODULE 1 : GÉNÉRALITÉS ET CONCEPTS DE BASE SUR LA NUTRITION**

## **Syllabus**

**Objectif général :** Renforcer les capacités des acteurs sur les concepts de base et les généralités sur la nutrition.

### **Objectifs d'apprentissage :**

- connaître la catégorisation des interventions de nutrition ;
- comprendre le cadre juridique et institutionnel de la nutrition
- comprendre la nutrition comme enjeu de développement multisectoriel.

### **Contenu :**

- définitions des concepts ;
- cadre conceptuel de la nutrition
- cadre juridique et institutionnel de la nutrition ;
- Approche multisectorielle de la nutrition

## **Introduction**

Le processus de la budgétisation sensible à la nutrition requiert une bonne connaissance de l'environnement de la nutrition qui a une dimension multifactorielle et multisectorielle. C'est dans ce sens que ce module a été proposé. Il donne les définitions des concepts clés en lien avec la nutrition, le cadre conceptuel de la malnutrition, le cadre juridique et institutionnel de la nutrition. Il permettra aux acteurs de comprendre l'approche multisectorielle de la nutrition.

### **1.1. Définition des concepts**

#### **1.1.1. Nutrition**

La nutrition englobe l'ensemble des processus par lesquels l'organisme transforme et utilise les aliments pour maintenir la vie et assurer son bon fonctionnement. Cela inclut l'ingestion, l'absorption, le transport, et l'utilisation des nutriments. En d'autres termes, c'est la science qui étudie comment les aliments deviennent des nutriments et comment ces nutriments sont utilisés par le corps (FANTA, 2017).

C'est l'ensemble des réactions (métaboliques) par lesquelles l'organisme transforme et utilise les aliments pour obtenir tout ce dont il a besoin pour son bon fonctionnement et pour se maintenir en vie (NFNC et FANTA, 2017).

#### **1.1.2. Souveraineté alimentaire**

C'est le droit des peuples de définir leurs propres politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole intérieur afin de réaliser leurs objectifs de développement durable, de déterminer dans quelle mesure ils veulent être autonomes et de limiter le dumping des produits sur leurs marchés (Via Campesina, 1996).

#### **1.1.3. Sécurité alimentaire**

Elle est garantie quand tous les habitants d'un pays ont à tout moment accès à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active. Ceci inclut la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation des aliments et la stabilité des approvisionnements dans le temps (PNIN, 2021b) :

- **Disponibilité alimentaire** : La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire) (ACF, 2011).

- **Accessibilité alimentaire** : C'est l'ensemble des facteurs permettant à chacun, quel que soit sa condition socio-économique ou physique, d'accéder à un commerce d'alimentation ou à tout autre lieu offrant des aliments. Elle comprend à la fois, les dimensions de la proximité géographique, du coût des aliments, et des capacités cognitives et physiques requises pour s'approvisionner (INSPQ, 2013).
- **Utilisation de la nourriture** : L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non-alimentaires dans la sécurité alimentaire (ACF, 2011).
- **Stabilité (de la sécurité alimentaire)** : Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire (ACF, 2011).

#### **1.1.4. Sous-alimentation**

Situation dans laquelle la consommation alimentaire habituelle d'un individu est insuffisante pour fournir l'apport énergétique alimentaire nécessaire à une vie normale, active et saine. (FAO, 2021).

#### **1.1.5. Sécurité Nutritionnelle**

Situation réunissant un accès stable à une alimentation nutritive appropriée et un environnement sanitaire et des services de santé et de soins adéquats, qui assurent une vie saine et active à tous les membres des ménages. La sécurité nutritionnelle se distingue de la sécurité alimentaire en ceci qu'elle ne prend pas seulement en compte l'alimentation, mais aussi les usages en matière de soins dispensés aux individus, de santé et d'hygiène (FAO, 2021).

#### **1.1.6. Sécurité sanitaire des aliments**

La sécurité sanitaire des aliments consiste à produire, manipuler, stocker/conserver et préparer les aliments de manière à prévenir toute infection ou maladie et à retenir les nutriments nécessaires à une alimentation saine. Elle fait référence à la mise à disposition des consommateurs d'aliments sans risques qu'ils soient de nature biologique, chimique ou

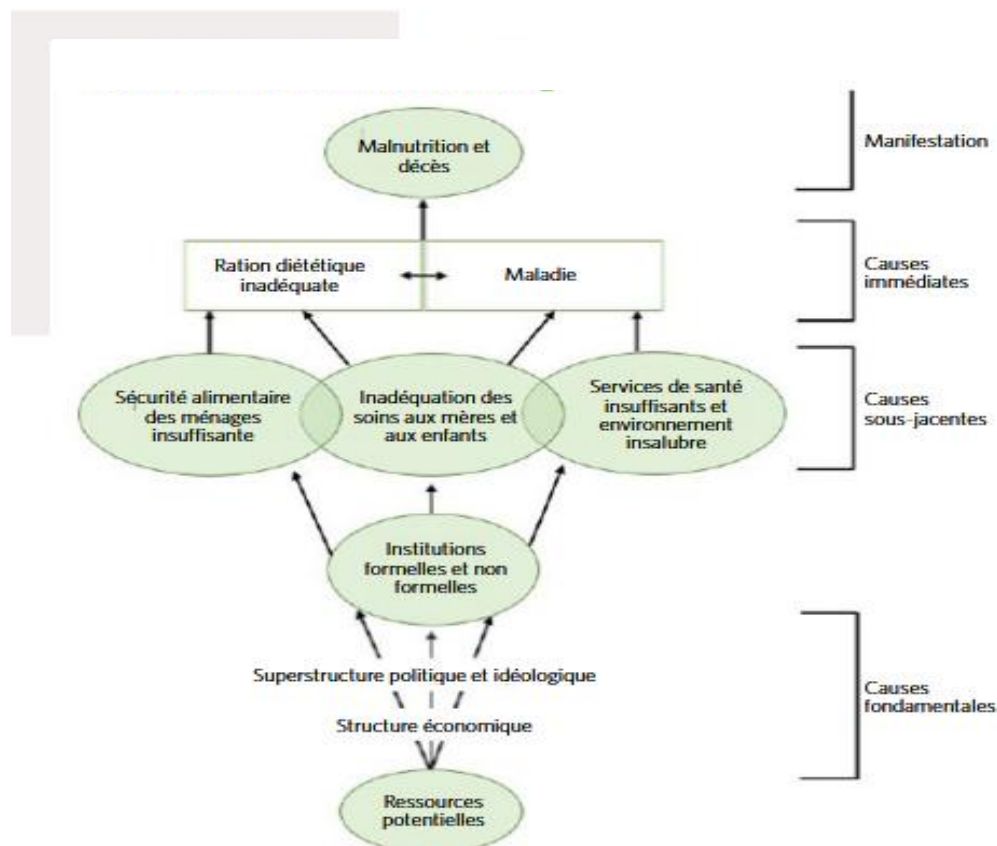
physique qui peuvent survenir à toutes les étapes de la chaîne alimentaire. Elle est l'absence ou alors à un niveau acceptable de risques alimentaires ne pouvant nuire à la santé des consommateurs (MSHP, 2021b).

### 1.1.7. Interventions spécifiques à la Nutrition

Selon la définition du Lancet (2013) sur la nutrition maternelle et infantile, les interventions et les programmes spécifiques à la nutrition s'attaquent aux déterminants immédiats de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant à savoir un apport alimentaire et nutritionnel adéquat, des pratiques d'alimentation, de prestation de soins et parentales et un faible fardeau de maladies infectieuses.

Ces interventions font référence aux actions nutritionnelles à fort impact et sont parfois appelées interventions « directes ».

Les postes budgétaires spécifiques à la nutrition seraient ceux qui comprennent un département de nutrition, un programme de nutrition, une intervention nutritionnelle ou une activité nutritionnelle en fonction de la structure du budget.



**Figure 1 :** Cadre conceptuel de la malnutrition (UNICEF, 1990)

### **1.1.8. Interventions sensibles à la Nutrition**

Les interventions sensibles à la nutrition font référence aux actions qui s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la malnutrition tels qu'énoncés à l'origine dans le cadre conceptuel du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Ces déterminants ont été ajustés dans la série du Lancet 2013 sur la nutrition maternelle et infantile.

Selon cette définition, les interventions et les programmes sensibles à la nutrition s'attaquent aux déterminants sous-jacents de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant. Il s'agit de la sécurité alimentaire, des ressources adéquates en matière de prestation de soins aux niveaux de la mère, du ménage et de la communauté, de l'accès aux services de santé et à un environnement sûr et hygiénique et intégrer des objectifs et des actions spécifiques en matière de nutrition.

Les programmes sensibles à la nutrition peuvent servir de plateformes de prestation pour des interventions spécifiques à la nutrition, augmentant potentiellement leur ampleur, leur couverture et leur efficacité.

Ces interventions sont parfois appelées interventions « indirectes ».

Ils comprennent des actions dans l'éventail des secteurs thématiques, y compris la santé, l'agriculture et les systèmes alimentaires, le WASH, l'éducation et la protection sociale, ainsi que des secteurs transversaux, tels que les activités de genre et de gouvernance.

En d'autres termes, toute ligne budgétaire retenue dans l'analyse et qui ne serait pas spécifique de nutrition rentrerait alors dans la catégorie « sensible à la nutrition » ou « investissements favorables ». Par exemple, les dépenses liées à la gouvernance de la nutrition (communication, coordination, suivi-évaluation, plaidoyer, réglementation, etc.) mises en œuvre en dehors des structures dédiées à la nutrition, seront classées dans la catégorie des dépenses sensibles à la nutrition.

### **1.1.9. Investissements favorables à la nutrition**

Un troisième groupe est proposé, à savoir le groupe des « Investissements favorables ». Il comprend essentiellement les dépenses pouvant contribuer à l'amélioration de la nutrition, mais le handicap est que leur impact sur la nutrition ne peut être défini avec certitude, d'autant plus qu'il n'y a généralement pas d'informations claires sur les bénéficiaires de ces interventions ou que ces interventions s'apparentent à des biens publics.

### 1.1.10. Malnutrition

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la malnutrition se caractérise par un état pathologique résultant de la carence ou de l'excès, relatif ou absolu, d'un ou plusieurs nutriments essentiels, que cet état se manifeste cliniquement ou ne soit décelable que par des analyses biochimiques, anthropométriques ou physiologiques.

#### ❖ Malnutrition par excès

Selon OMS, la malnutrition par excès, ou la malnutrition sous sa forme d'excès, se définit par un apport énergétique et/ou nutritionnel excessif, conduisant à un surpoids ou une obésité, ainsi qu'aux maladies non transmissibles liées à l'alimentation qui en découlent. En d'autres termes, il s'agit d'une situation où une personne consomme plus de calories et/ou de nutriments que ce dont son corps a besoin, ce qui entraîne une accumulation de graisse et une augmentation du poids corporel.

Une personne est en surpoids et/ou obèse lorsque son poids est trop élevé par rapport à sa taille. Une accumulation anormale ou excessive de graisse peut avoir des conséquences néfastes pour la santé. Le surpoids et l'obésité découlent d'un déséquilibre entre l'énergie consommée (excès) et l'énergie dépensée (déficit).

L'indice de masse corporelle (IMC) met en rapport le poids d'une personne et sa taille, et il est habituellement utilisé pour déterminer le surpoids et l'obésité. Il est défini comme le poids en kilogrammes divisé par la taille en mètres au carré ( $\text{kg/m}^2$ ). Chez les adultes, le surpoids est défini comme un IMC supérieur ou égal à 25 alors qu'on parle d'obésité à partir d'un IMC à 30.

Selon l'OMS, il y a surpoids quand l'indice de masse corporelle (IMC) est égal ou supérieur à 25 et il y a obésité quand l'IMC est égal ou supérieur à 30 (OMS, 2020).

#### ❖ Malnutrition par carence

C'est la conséquence d'un apport nutritionnel insuffisant sur le plan quantitatif ou qualitatif, et/ou d'une mauvaise absorption ou d'une mauvaise métabolisation des nutriments consommés consécutives à des maladies répétées. Elle peut se traduire par un poids insuffisant par rapport à l'âge, une taille trop petite par rapport à l'âge (**retard de croissance**), un poids dangereusement faible par rapport à la taille (**émaciation**) ou encore une carence en vitamines et en minéraux (**carence en micronutriments**) (FAO, 2021).

Les formes de la malnutrition :

- la malnutrition aiguë définie par l'indice  $P/T < -2$  ET ;
- la malnutrition chronique ou retard de croissance qui se définit par l'indice  $T/A < -2$  ET ;
- l'insuffisance pondérale se définissant par l'indice  $P/A < -2$  ET.

#### **1.1.11. Concept des « 1000 premiers jours de vie »**

Le concept des "1000 premiers jours" désigne la période allant de la conception jusqu'aux deux ans de l'enfant. C'est une période cruciale pour le développement physique, cognitif et émotionnel de l'enfant, influençant sa santé et son bien-être à long terme. Cette période est considérée comme une fenêtre d'opportunité critique pour agir et influencer positivement le développement de l'enfant (santé, croissance, développement cognitif et bien-être à long terme).

Elle est décomposée comme suit :

- ❖ 270 jours (9 mois) : Correspond à la période de la conception à la naissance, soit la durée de la grossesse.
- ❖ 365 jours (1 an) : Représente la première année de vie de l'enfant après la naissance.
- ❖ 365 jours (1 an) : Représente la deuxième année de vie de l'enfant, allant de 1 an à 2 ans.
- ❖ En additionnant ces périodes ( $270 + 365 + 365$ ), on obtient un total de 1000 jours, soulignant l'importance de cette fenêtre de développement précoce.

## **1.2. Cadre conceptuel de la malnutrition**

### **1.2.1. Causes de la malnutrition**

#### **❖ Causes directes**

Elles agissent au niveau individu à travers :

- un apport alimentaire inadéquat ;
- les maladies infectieuses.

Les enfants sont exposés à un risque élevé de maladies diarrhéiques, d'infections respiratoires aiguës, de paludisme qui affaiblissent leur système immunitaire et qui les exposent par ricochet à un risque accru de sous-nutrition.

### ❖ Causes sous-jacentes

Les causes sous-jacentes agissent au niveau des ménages, des communautés et sont regroupées en 3 catégories :

- l'insécurité alimentaire qui dépend des quatre piliers de la sécurité alimentaire ;
- les pratiques de soins qui désignent la manière dont les membres de la communauté, sont nourris, soignés et éduqués ;
- l'environnement familial qui dépend des conditions hygiéniques et l'adoption de comportement favorable à la nutrition.

### ❖ Causes fondamentales

Elles agissent sur la société tout entière et font référence au contexte socio-économique et politique, aux risques liés à une répartition inéquitable des ressources et du capital financier.

L'environnement économique, social, politique et idéologique a un impact sur l'utilisation des ressources et sur la manière dont les revenus générés par ces ressources sont distribués.

### 1.2.2. Conséquences de la malnutrition

Les conséquences de la malnutrition se situent à plusieurs niveaux :

#### ❖ Sur le fœtus et le bébé :

- malformations congénitales ;
- affaiblissement du développement fœtal ;
- diminution de la capacité à combattre l'infection ;
- affaiblissement du système immunitaire ;
- retard de croissance intra-utérin/faible poids à la naissance ;
- augmentation du risque de mortalité néonatale et infantile ;
- retard du développement cognitif et mental.

#### ❖ Sur les jeunes enfants :

- retard de croissance ;
- augmentation de la fatigue et l'apathie ;
- réduction de la capacité d'apprentissage ;
- diminution de la capacité à combattre l'infection ;
- augmentation du risque de certaines infections ;
- retard de développement cognitif et mental.

#### ❖ Sur les femmes en âge de procréer :

- complications au cours de la grossesse ;



- avortements spontanés ;
- mort-nés ;
- stress de l'accouchement ;
- complications à l'accouchement ;
- mortalité maternelle ;
- avoir un bébé de faible poids à la naissance.

#### ❖ **Sur la communauté**

- faible rendement des activités de production ;
- faible rendement scolaire ;
- manque de bras valides pour la productivité ;
- marginalisation sociale ;
- demande accrue pour les services sociaux ;
- risque de mortalité élevé ;
- perte économique.

### **1.3. Cadre juridique et institutionnel de la nutrition**

#### **1.3.1. Cadre juridique**

Il définit les mesures et/ou arrangements visant à assurer le respect des droits et des obligations en matière de nutrition. Il inclut les déclarations de politique et les objectifs, définit les procédures à suivre et les moyens d'exécution et identifie l'autorité exécutive pour régir l'application des lois et règlements en matière de nutrition.

Les instances judiciaires intervenant dans l'application et/ou dans le contrôle de l'application des textes sur la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont nombreuses.

#### **• Au niveau international**

Le Burkina Faso s'est engagé au plan international à lutter contre la malnutrition à travers la signature et la ratification des accords et protocoles internationaux que sont entre autres :

- la déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) en décembre 1948 à son article 5 alinéa 1 qui prône le droit à une alimentation adéquate ;
- la charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) en juin 1981 ;

- le code international de commercialisation des substituts du lait maternel en 1981;
- la déclaration d'Abuja d'avril 2001 : Allocation de 15 % du budget national à la santé ;
- la déclaration de Maputo en juillet 2003 : Allocation de 10 % du budget national à l'agriculture ;
- les accords sur l'assemblée mondiale de la santé en 2012 ;
- la conférence internationale sur la nutrition de 2014 à Rome en Italie ;
- la déclaration FANUS en 2015: Allocation d'au moins 3 % du budget national à la nutrition (cumul des budgets sectoriels sensibles à la nutrition) ;
- la déclaration des Chefs d'Etat sur le financement national de l'éducation en 2021 : alloué au moins 20% du budget à l'éducation ;
- l'adhésion à la stratégie d'iodation universelle du sel en 2000 ;
- la déclaration de Ngor en 2015 pour augmenter graduellement le budget national dédié à l'assainissement et l'hygiène pour atteindre un minimum de 0,5% du PIB d'ici 2020 ;
- L'Agenda 2063 de l'Union africaine à son objectif 1 qui vise à assurer que les citoyens africains soient en bonne santé et bien nourris ;
- les Objectifs de Développement Durable (ODD) : 2016-2030 (ODD 2.2 et 11 autres contribuent à la nutrition).

- **Au niveau national**

Au Burkina Faso, certains documents de politiques, des textes législatifs et réglementaires contribuent directement ou indirectement à la lutte contre la malnutrition. Il s'agit entre autres de :

- la Constitution du Burkina Faso du 2 juin 1991 et ses modificatifs ;
- l'arrêté n°2012-02-32/MECA/MS/MEF/MAH de la 30/10/2012 portant fortification de la farine de blé ;
- l'arrêté n°2012-02-32/MECA/MS/MEF/MAH portant réglementation de la commercialisation des huiles ;
- l'arrêté n° 2014-01-117/MS/MECA/MEF/MARA portant création de l'alliance nationale pour la fortification ;

- l'arrêté 2013-10-33/MS/MASA/MEF/MECA portant réglementation de la commercialisation et de l'utilisation du sel ;
- le décret n°2022-0313/PRES-TRANS/PM/MEFP/MARAH/MDICAPME/MGF du 09 juin 2022 portant réglementation de la commercialisation des substituts du lait maternel (SLM), des aliments pour nourrissons et jeunes enfants et des ustensiles d'alimentation ;
- le décret n°2020-0965/PRES/PM/MS/MAAH/MINEFID/MESRSI du 03 juin 2020 portant adoption de la Politique nationale multisectorielle de nutrition 2020-2029;
- le décret n°2020-0964/PRES/PM/MS/MAAH/MINEFID/MESRSI du 03 juin 2020 portant adoption du Plan stratégique multisectoriel de nutrition 2020-2024 ;
- le décret n°2021-0929/PRES/PM/MEF/MS/MESRSI/MAAHM/MRAH du 17 septembre 2021 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Conseil national pour la nutrition.

### **1.3.2. Cadre institutionnel**

Le cadre institutionnel au niveau international et national en matière de la nutrition est composé des principaux organes.

- **Au niveau international**

- le mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) en juin 2011 ;
- le codex alimentarius en 2004 ;
- l'assemblée mondiale de la santé en 2012 ;
- le sommet N4G en 2013;
- l'initiative African leaders for nutrition en mai 2019.

- **Au niveau national**

Le cadre institutionnel au niveau national en matière de la nutrition est porté par le Ministère de la santé à travers le ST-Nut qui assure la coordination des actions de la politique nationale multisectorielle de nutrition. L'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition prend en compte les secteurs contributeurs tels que l'agriculture, l'éducation, l'environnement, l'eau et l'assainissement, la protection sociale, l'économie et les finances, etc.

### **Conclusion**

Ce module a permis de comprendre le domaine de la nutrition à travers la définition de certains concepts de base. En outre, il a abordé l'approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition selon laquelle la contribution de plusieurs secteurs, à travers des interventions spécifiques et

sensibles, est nécessaire pour atteindre les objectifs. Les textes juridiques et réglementaires ont été répertoriés.

## **MODULE 2 : APPROCHES DE BUDGETISATION SENSIBLE A LA NUTRITION**

### **Syllabus**

**Objectif général :** Renforcer les capacités des acteurs sur les approches de financement et la budgétisation sensible à la nutrition.

#### **Objectifs d'apprentissage :**

- comprendre l'importance du financement de la nutrition ;
- connaître les sources de financement possible de la nutrition ;
- comprendre les enjeux de la budgétisation sensible sur la nutrition ;
- Comprendre l'intérêt de la budgétisation sensible à la nutrition.

#### **Contenu :**

- Etat des lieux du financement de la nutrition ;
- Méthodologie du suivi des financements de la nutrition ;
- Sources de financement de la nutrition ;
- enjeux de la budgétisation sensible sur la nutrition ;
- Intérêt de la budgétisation sensible à la nutrition.

## Introduction

La nutrition est reconnue comme un facteur déterminant du développement humain et économique. Face à la rareté des ressources au niveau mondial, la plupart des pays se recentre sur les ressources domestiques pour financer les interventions de nutrition. Aussi, le Burkina Faso a fait le choix de s'inscrire dans cette dynamique. C'est dans cette optique et pour mesurer la part contributive de l'Etat dans le financement de la nutrition, le Burkina Faso utilise la méthodologie « ouest africaine » du suivi du financement inspirée du Mouvement SUN. Le présent module nous permettra de découvrir les démarches de cette méthodologie, ses résultats et les enjeux du financement de la nutrition.

## 2.1. Notions, de budget et de budgétisation sensible à la nutrition

### 2.1.1. Notion de budget

#### 2.1.1.1. Définition du budget et concepts connexes

Le budget d'une entité est un document prévisionnel qui présente l'ensemble des ressources et des charges que cette entité prévoit de réaliser sur une période donnée, généralement une année. Il vise à planifier les activités et allouer les ressources de l'entité.

Cette notion recouvre plusieurs concepts parmi lesquels on peut citer :

- **Budget général** : document qui retrace toutes les recettes budgétaires et toutes les dépenses de l'État, à l'exception des recettes affectées par la loi aux budgets annexes et aux comptes spéciaux ;
- **Loi de finances** : C'est l'instrument juridique par lequel le Parlement autorise le Gouvernement à percevoir les ressources et à exécuter les dépenses.

Selon l'article 3 de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) « Les lois de finances déterminent la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, compte tenu de la situation et des objectifs macroéconomiques de l'Etat et des obligations du Pacte de convergence de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union économique et monétaire ouest africaine ». C'est donc un acte de prévision et d'autorisation des ressources et des charges de l'Etat par le législateur.

- **Budget objet** : c'est un document qui retrace les dépenses et les recettes de l'Etat au titre d'une année donnée. Il vise à exécuter les dépenses dans la seule optique de la

consommation des crédits. Il est donc basé sur une logique de moyens (inputs) et sur un horizon annuel ;

- **Budget programme** : c'est un outil de planification, de programmation, de budgétisation, d'exécution et d'évaluation dans lequel les ressources sont allouées en fonction des objectifs et des résultats prédéfinis et pouvant être mesurés à l'aide d'indicateurs de performance. Il est basé sur une logique de résultats (output) à court et moyen terme.
- **Budget participatif** : mécanisme (ou un processus) par lequel les populations décident de l'affectation de tout ou partie des ressources publiques disponibles, ou sont associées aux décisions relatives à cette affectation ;
- **Budget annexe** : document retraçant les opérations financières des services (Etat, collectivité territoriale, ...) non dotés de la personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou à rendre des services donnant lieu au paiement de prix.

#### **2.1.1.2. Budget de l'Etat**

Le budget de l'Etat est un document prévisionnel qui présente pour une année donnée, l'ensemble des recettes et des dépenses, pour mettre en œuvre ses politiques publiques. Il est présenté comme l'instrument le plus important mis à la disposition du Gouvernement pour atteindre les objectifs de développement du pays.

Il reflète les priorités politiques de l'Etat et permet de piloter l'action publique. La mise en œuvre du budget est autorisée et encadrée par la loi de finances.

Selon l'article 6 de la LOLF, on distingue trois (03) types de lois de finances :

- la loi de finances de l'année qui prévoit et autorise pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat (loi de finances initiale) ;
- les lois de finances rectificatives qui modifient en cours d'année, les dispositions de la loi de finances de l'année ;
- la loi de règlement qui constate les résultats financiers de chaque année civile et approuve les différences entre les résultats et les prévisions.

#### **2.1.1.3. Rôle du budget**

Le rôle du budget revêt une triple dimension :

- *financière*, en ce sens qu'un équilibre doit être recherché entre les recettes et les dépenses ;
- *économique* dans l'objectif d'atteindre un développement économique durable et soutenu respectant les équilibres fondamentaux ;
- *sociale* parce qu'il doit assurer une répartition solidaire des revenus et des richesses, à même de réduire les inégalités sociales et spatiales.

### 2.1.2. Notion de budgétisation sensible à la nutrition

C'est une approche qui vise à intégrer les besoins spécifiques de la nutrition dans le processus budgétaire. Elle consiste à s'assurer que les dépenses publiques tiennent compte des besoins nutritionnels des populations en finançant des actions qui ont un impact direct ou indirect sur la nutrition.

La budgétisation sensible à la nutrition a pour objectifs :

- de rendre visible les ressources consacrées à la nutrition dans le budget ;
- d'améliorer l'efficacité des besoins publics en nutrition ;
- de favoriser la redevabilité en matière de financement de la nutrition ;
- d'orienter la prise de décision pour combler le manque de financement.

En somme, la budgétisation sensible à la nutrition est un outil stratégique qui permet de planifier, d'allouer et de suivre les ressources financières en faveur de la nutrition afin d'améliorer la santé et le bien-être des populations, en particulier les femmes et les enfants.

## 2.2. Enjeux du financement de la nutrition

### 2.2.1. Etat des lieux du financement de la nutrition au Burkina Faso

En 2015, le Burkina Faso s'est engagé à travers la déclaration du FANUS à allouer à l'horizon 2024 au moins 3 % du budget national à la nutrition.

Suite aux différentes études sur le financement public de la nutrition réalisées par le ST-Nut, la cible de 3% n'a pas été atteinte. En effet, de 2016 à 2018 le gouvernement a alloué 71,5 milliards de francs CFA à la nutrition, **soit 1,1%** du budget national. Cela représente en moyenne 24 milliards de francs par an.

Par ailleurs, de 2019 à 2021 l'état a alloué 125,67 milliards de francs CFA à la nutrition, **soit 1,72%** du budget national. Cette allocation représente en moyenne 41,89 milliards de francs par an.



Pour le compte de la période 2022 à 2023, l'Etat a consenti 118 milliards à la nutrition **soit 2,02%** de son budget représentant en moyenne 59 milliards de francs CFA/an.

Malgré ces résultats et au regard de la nécessité de poursuivre les efforts du financement public de la nutrition, le Burkina Faso s'est engagé à nouveau lors du Sommet de la Nutrition pour la croissance (N4G) en 2024, à allouer au moins 5% de son budget national à la nutrition d'ici 2028.

### **2.2.2. Faits stylisés sur la nutrition**

Selon l'étude sur le coût de la faim réalisée en 2012 au Burkina Faso<sup>2</sup>, la sous-nutrition coûte chaque année plus de 409 milliards de FCFA, soit une perte de 7,7% du PIB. Elle estime que la sous-nutrition chez l'enfant a généré des coûts de santé annuels équivalant à 4,5% des dépenses totales allouées à la santé en 2012. Ces coûts sont occasionnés par des épisodes directement associés au nombre de cas supplémentaires et à la gravité des maladies qui affectent les enfants présentant une insuffisance pondérale. Selon cette même étude, investir 1 dollar dans la nutrition apporte en retour 16 dollars.

Horton S. et Steckel R. en 2013 dans une étude montrent que l'investissement dans l'amélioration de la nutrition peut augmenter le Produit intérieur brut (PIB) d'un pays entre 4% et 11% par an sur une période s'étalant sur une génération. Selon le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP, 2021-2023) du Burkina Faso, sur la base d'un PIB de 13.000 milliards de FCFA en 2022, et en prenant une hypothèse basse de 4% de gain en PIB dû à la nutrition, cela se traduirait par un gain net pour le Burkina de 520 milliards de FCFA de revenu additionnel par an (520 milliards de FCFA de gains pour 221,6 milliards de FCFA d'investissement, soit un ratio bénéfice-coût de 2,3). Le gain tiré de la lutte contre la malnutrition est ainsi nettement supérieur au coût de mise en œuvre de la stratégie de couverture de l'ensemble des enfants Burkinabè âgés de 0 à cinq (5) ans en termes de lutte contre la malnutrition et représenterait un retour sur investissement important.

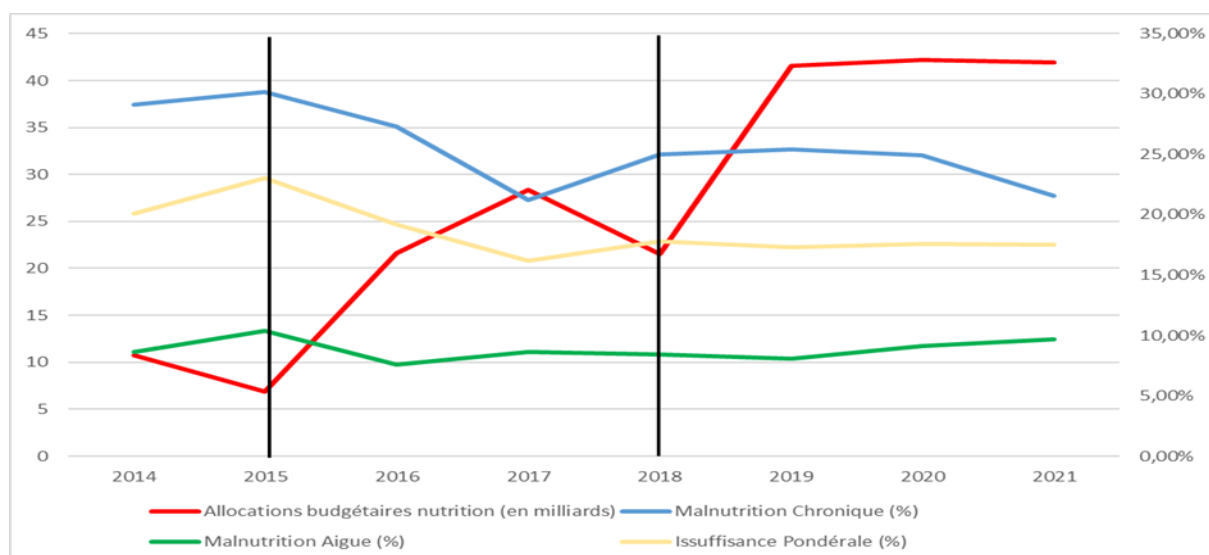
Selon les rapports de suivi du financement public de la nutrition, il y a une relation statistique entre le financement de la nutrition et les indicateurs clé de l'état nutritionnel de la population. On constate dans la figure ci-dessous que :

---

<sup>2</sup> Etude réalisée par le NEPAD, PAM et l'UA

- l'augmentation du financement de la nutrition entraîne une amélioration des indicateurs ;
- la réduction du financement de la nutrition entraîne une dégradation des indicateurs.

**Figure 2:** Corrélation entre l'allocation budgétaire et l'évolution des indicateurs nutritionnels



**Source :** Rapport de l'étude sur le financement public de la nutrition

Sur la première période (2014-2015), la chute des allocations budgétaires s'est automatiquement traduite par une dégradation de tous les indicateurs de nutrition (malnutrition chronique, aiguë et l'insuffisance pondérale).

Sur la seconde phase (2016-2018), la hausse des allocations s'est traduite par une baisse des indicateurs de la malnutrition. Toutefois, la chute des allocations en 2017 a eu pour effet immédiat une dégradation des indicateurs.

Sur la troisième phase (2019-2021), l'effet est plus mitigé. On constate une stagnation voire une légère amélioration de quelques indicateurs.

### 2.2.3. Méthodologie du suivi du financement de la nutrition

La méthodologie du suivi du financement de la nutrition est un processus structuré qui permet d'identifier, de quantifier, d'analyser et de suivre les ressources financières consacrées à la nutrition, qu'elles soient nationales ou externes, afin d'évaluer si elles sont suffisantes, bien allouées et utilisées efficacement pour atteindre les objectifs nutritionnels.

Elle est utilisée par les gouvernements, les partenaires techniques et financiers, les OSC et les plateformes multisectorielles pour garantir la transparence et orienter le plaidoyer.

Cette méthodologie repose sur une approche consensuelle « ouest africaine » inspirée de la méthodologie du mouvement SUN. Elle s'articule autour de cinq (05) grandes étapes à savoir i) la planification, ii) la collecte des données, iii) la validation, catégorisation et pondération des dépenses, iv) l'analyse des données et v) la finalisation et dissémination des résultats.

#### ▪ **Etape 1 : Planification**

L'étape de planification a consisté en i) la préparation de l'exercice de suivi du financement public en matière de nutrition par la formulation des objectifs et du champ de l'étude, ii) la mise en place du dispositif de mise en œuvre de l'exercice, iii) la tenue de l'atelier de renforcement des capacités des acteurs, la validation du chronogramme de travail et le lancement officiel de l'étude.

Elle a été amendée et adoptée par le Burkina Faso en sa partie pondération.

#### ▪ **Etape 2 : Collecte des données**

La collecte des données constitue la deuxième étape. C'est une phase terrain qui permet d'avoir les données. Elle est constituée de quatre (04) sous-étapes :

- (i) identification des sources de données : elle consiste à identifier toutes les sources de données et collecter les documents nécessaires (documents de prévision et d'exécution) ;
- (ii) identification des lignes budgétaires : elle consiste à faire une revue ligne par ligne dans le budget national pour identifier les lignes orientées vers des objectifs nutritionnels en se basant idéalement sur le cadre commun de résultats de nutrition ;
- (iii) extraction des lignes budgétaires : elle consiste à parcourir les lignes budgétaires et à extraire les données dans le système d'information du budget en se basant sur le libellé de la ligne budgétaire pour renseigner la fiche de collecte ;
- (iv) la recherche d'informations additionnelles : elle consiste à rechercher des informations additionnelles pour compléter la fiche de collecte.

#### ▪ **Etape 3 : Validation des données collectées, catégorisation et pondération**

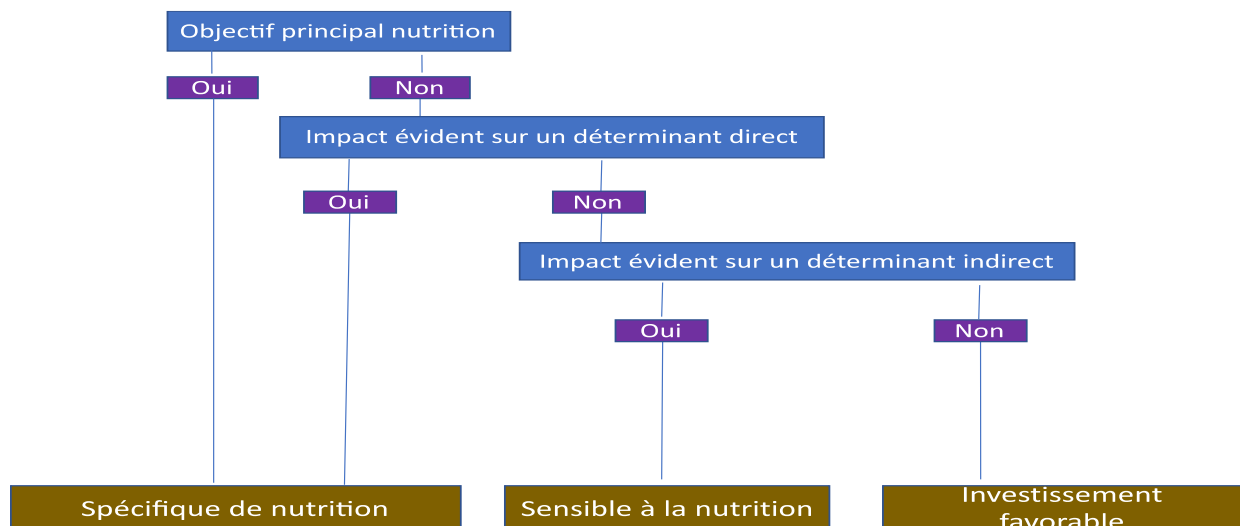
Cette phase réunit un groupe d'experts pour analyser et valider les lignes budgétaires identifiées. Ils doivent procéder à la catégorisation et à la pondération desdites lignes.

La catégorisation consiste à classer les lignes budgétaires en 3 types d'interventions :

- **spécifique à la nutrition** : il s'agit des interventions et des programmes qui s'attaquent aux déterminants immédiats de la nutrition et du développement du fœtus et de l'enfant.

- **sensible à la nutrition** : une intervention est dite sensible ou encore « indirecte » lorsqu'elle comprend des actions relatives à la santé, à l'agriculture et aux systèmes alimentaires, au WASH, à l'éducation et à la protection sociale, ainsi que des secteurs transversaux tels que les activités de genre.
- **investissement favorable à la nutrition** : il comprend essentiellement les dépenses pouvant contribuer à l'amélioration de la nutrition. Le handicap est que leur impact sur la nutrition ne peut être défini avec certitude, d'autant plus qu'il n'y a généralement pas d'informations claires sur les bénéficiaires de ces interventions ou alors que ces interventions s'apparentent à des biens publics.

La figure ci-après est l'algorithme de catégorisation des interventions de nutrition. Il schématise la démarche sous le prisme des critères à considérer que sont le but principal, l'impact théorique c'est-à-dire les évidences scientifiques et le contexte du pays et enfin les bénéficiaires ciblés.



En recoupant la description des lignes budgétaires et la définition des interventions spécifiques et sensibles, les experts s'accordent sur la catégorisation de chaque ligne spécifique, sensible (faible, moyen, fort) et favorable et de procéder aux pondérations ci-dessous :

- 1) Spécifique (100%) : toute intervention jugée spécifique à la nutrition ;
- 2) Sensible :
  - ✓ faiblement (25%) : toute intervention jugée faiblement sensible à la nutrition ;
  - ✓ moyennement (50%) : toute intervention reconnue comme moyennement sensible à la nutrition ;

✓ fortement (75%) : toute intervention contribuant fortement ou considérablement à la nutrition.

3) Investissement favorable (10%) : toute investissement jugé favorable à la nutrition.

Au regard de certaines évidences, cette pondération a connu une évolution au niveau de certaines interventions dont la substance est contenue dans le tableau suivant :

**Tableau 1:** Pondération des interventions

<b>Interventions</b>	<b>Pondération</b>	<b>Ancienne pondération</b>	<b>Nouvelle pondération</b>
<b>Sécurité alimentaire</b>			
Développement et promotion de la production et de la consommation des aliments à haute teneur nutritive	Sensible	25%	50%
Promotion du petit élevage amélioré	Sensible	25%	50%
Promotion de l'utilisation des semences des variétés améliorées à haute valeur nutritive (exemple : patate douce à chair orange, maïs jaune et niebé)	Sensible	10%	25%
Promotion de la fortification et de la transformation des aliments de grande consommation et des farines infantiles (huiles alimentaires, farines de blé, de maïs, le sel) en vitamines et minéraux	Sensible	25%	75%
<b>WASH</b>			
ATPC (Assainissement Total Piloté par les Communautés) et accès aux infrastructures d'assainissement	Sensible	10%	25%
Promotion du lavage des mains au savon aux moments critiques/clés	Sensible	25%	50%
Amélioration de l'accès à l'eau potable en respectant l'équité	Sensible	25%	50%
<b>Protection sociale</b>			
Cash / Food for work	Sensible	25%	50%
Transfert monétaire ( conditionné ou non) et non monétaire (Coupons alimentaires, Distribution gratuite des vivres et d'argent)	Sensible	25%	50%
Financement des activités génératrices de revenus (AGR)	Sensible	25%	50%
Vente des vivres à prix social	Sensible	10 %	25 %
<b>Education</b>			

Scolarisation et maintien des filles à l'école	Sensible	25%	25%
Alphabétisation des femmes	Sensible	25%	25%
Promotion des jardins/ vergers et des cantines scolaires endogènes avec des objectifs nutritionnels	Sensible	25 %	50 %
<b>Santé</b>			
Prévention et Traitement du paludisme	Sensible	25%	50%
Suivi pré, per et post natal	Sensible	50%	50%
Vaccination	Sensible	50%	50%
PCIME (traitement de la diarrhée par le SRO zinc, traitement des IRA chez les enfants de moins de 5 ans)	Sensible	100 %	75 %
Planification familiale	Sensible	25%	50%
Assurance Maladie Universelle (AMU)	Sensible	10%	10%
Gratuité des soins chez les enfants de moins de 5 ans	Sensible	10%	25%

#### **Etape 4 : Analyse et interprétation des résultats**

Le choix de l'analyse tient compte de l'angle et du champ de l'évaluation et des informations disponibles. L'interprétation consiste à expliquer les résultats de la façon la plus objective possible en ne perdant pas de vue le contexte de l'analyse et les limites de la démarche utilisée. Elle se termine par la formulation de recommandations.

#### **Etape 5 : Finalisation et dissémination des résultats**

Il s'agit de rédiger le rapport final de l'étude en faisant ressortir le point des difficultés rencontrées au cours de l'analyse budgétaire, les leçons apprises et les défis à relever.

Quant à la dissémination des résultats, elle consiste à la publication et à la vulgarisation des produits de l'étude à l'endroit des acteurs concernés.

### **2.3. Intérêts de la budgétisation sensible à la nutrition**

La nutrition constitue une thématique transversale impliquant plus de 17 départements ministériels répartis en 8 secteurs<sup>3</sup> dans la mise en œuvre de la politique nationale multisectorielle de nutrition.

---

<sup>3</sup> La primature, les Ministère en charge de la santé, l'agriculture, l'économie, l'action humanitaire, l'enseignement de base, l'enseignement supérieur, l'environnement, du commerce, de la fonction publique, des Sports, l'administration territoriale, la communication, l'urbanisme, la sécurité, l'enseignement secondaire, des infrastructures.

L'intégration de la nutrition dans les circulaires budgétaires de l'État et des collectivités territoriales, entraîne la révélation et la capitalisation des efforts déjà faits par le gouvernement.

Par ailleurs, elle facilite la prise en compte des interventions de nutrition dans les plans et les budgets des différents départements ministériels et celui des collectivités.

De plus, elle permet un meilleur suivi budgétaire des dépenses de nutrition et des engagements financiers en nutrition.

Enfin, la budgétisation sensible à la nutrition fournit des évidences pour soutenir les actions de plaidoyer pour l'augmentation des allocations et dépenses de nutrition dans les secteurs.

Les nomenclatures actuelles de l'État et des collectivités territoriales ne permettent pas une bonne budgétisation des interventions sensibles à la nutrition dans les structures administratives.

L'analyse du retour sur investissement dans la nutrition montre que l'extension d'un ensemble d'interventions spécifiques et sensibles à la nutrition pour couvrir l'ensemble des enfants Burkinabè serait l'investissement le plus rentable pour réduire la malnutrition et la mortalité des moins de cinq ans au Burkina Faso. Un programme d'investissement en faveur de la nutrition couvrant l'ensemble des enfants permettrait de sauver plus de vies et d'éviter plus de cas de retard de croissance et d'autres types et formes de malnutrition (insuffisance pondérale, émaciation).

## **Conclusion**

Ce module a permis de donner des orientations sur le mécanisme du financement de la nutrition notamment les différentes étapes de la méthodologie du suivi du financement public de la nutrition. En outre, il a été question des évidences qui montrent l'intérêt du financement de la nutrition. Cela constitue un outil de plaidoyer pour un meilleur financement de la nutrition au Burkina Faso.

## **MODULE 3 : OUTILS D'ANALYSE ET DE PRISE EN COMPTE DE LA NUTRITION DANS LE BUDGET**

### **Syllabus**

**Objectif général :** Renforcer les capacités des acteurs sur les outils d'analyse et de prise en compte de la nutrition dans le budget.

### **Objectifs d'apprentissage :**

- Maitriser les outils d'identification des actions/activités en lien avec la nutrition
- Maitriser les outils de planification des actions/activités en lien avec la nutrition

### **Contenu :**

- Outils d'identification des actions/activités en lien avec la nutrition
- Outils de planification des actions/activités en lien avec la nutrition
- Exécution du budget



## Introduction

La nutrition est désormais reconnue comme un facteur déterminant du développement humain et économique. Elle conditionne la santé, la productivité, le rendement scolaire et même la stabilité sociale. Pourtant, dans de nombreux contextes en Afrique subsaharienne, elle reste peu visible dans les budgets publics. C'est pourquoi, intégrer la nutrition dans les processus budgétaires exige des outils techniques rigoureux permettant d'identifier les interventions à effet nutritionnel, de les planifier dans les documents programmatiques et de suivre leur mise en œuvre.

Le présent module vise à présenter les outils existants qui permettent cette intégration à travers trois étapes clés : l'identification, la planification et le suivi des activités sensibles à la nutrition.

### 3.1. Outils d'identification des actions/activités en lien avec la nutrition

L'identification est l'étape qui permet de distinguer dans un plan, un budget ou une politique, les actions ayant une portée nutritionnelle directe ou indirecte. Elle mobilise des outils analytiques pour classer les interventions selon leur niveau d'impact nutritionnel.

#### 3.1.1. Grille du Mouvement SUN de classification des dépenses nutritionnelles

**Objectif** :

La grille permet d'identifier, classer et estimer les dépenses budgétaires nationales ayant un impact direct ou indirect sur la nutrition, selon une méthodologie commune permettant une comparabilité internationale.

**Utilité** :

Cet outil, développé par le Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition), sert à :

- repérer les allocations budgétaires spécifiques, sensibles et favorable à la nutrition ;
- assurer une meilleure transparence et un suivi budgétaire pertinent ;
- harmoniser les rapports des pays membres du Mouvement SUN ;
- améliorer la planification, la redevabilité et le plaidoyer pour la nutrition.

**Catégories principales de classification :**

*Tableau 2: Types d'interventions*

Type de dépense	Définition	Exemples
-----------------	------------	----------

Spécifique à la nutrition	Activités visant directement la prévention ou le traitement de la malnutrition	Supplémentation en micronutriments, traitement du MAS/MAM
Sensible à la nutrition	Activités dans d'autres secteurs contribuant indirectement à l'amélioration nutritionnelle	Agriculture familiale, eau potable, éducation des filles
Favorable	Dépenses sans impact direct mesurable ou plausible sur la nutrition	Construction de routes interurbaines, infrastructures minières

### Exemple de tableau d'analyse budgétaire Mouvement SUN :

*Tableau 3: Analyse budgétaire*

Ligne budgétaire	Montant (USD)	Classification SUN	Justification
Supplémentation en vitamine A	250 000	Spécifique à la nutrition	Action directe visant la prévention de carences
Programme de filets sociaux ciblés	1 200 000	Sensible à la nutrition	Amélioration de l'accès à la nourriture des ménages pauvres
Construction d'un stade omnisport	3 000 000	Favorable	Aucune contribution directe à la nutrition

**Source :** *Scaling Up Nutrition (SUN), 2013. "Nutrition Budget Analysis Guidance Note"*

### 3.1.2. Liste de contrôle des critères nutritionnels (Nutrition Checklist)

#### Objectif

Évaluer rapidement le potentiel nutritionnel d'un programme ou projet à l'aide d'une série de questions fermées.

#### Utilité

Sert d'outil diagnostic rapide pour filtrer les actions à inclure dans les analyses ou plans nutritionnels. Très utile lors de la budgétisation ou planification.

#### Illustration simplifiée :

Critère nutritionnel clé	Oui	Non	Justification/Commentaires
Cible les 1000 premiers jours de vie ?	✓		Campagne pour femmes enceintes et nourrissons
Inclut un objectif nutritionnel explicite ?	✓		Réduction du retard de croissance

Intègre un système de suivi nutritionnel ?		✓	Non prévu dans le cadre logique
--	--	---	---------------------------------

**Source :** World Bank (2014). "Nutrition-Sensitive Criteria Checklist"

### 3.1.3. Cartographie des interventions multisectorielles en lien avec la nutrition

#### Objectif

Visualiser la répartition géographique des activités nutritionnelles et identifier les chevauchements, lacunes et complémentarités.

#### Utilité

Outil indispensable pour la coordination intersectorielle, la planification spatiale et la couverture équitable des zones vulnérables.

#### Illustration cartographique :

Zone géographique	Secteur impliqué	Intervention en cours	Couverture	Besoins supplémentaires
Région Centre-Est	Santé, Agriculture	Supplémentation et jardins familiaux	Moyenne	Formations communautaires
Région Nord	Éducation, Protection sociale	Cantines + transferts monétaires	Faible	Infrastructure + suivi nutritionnel

**Source :** FAO (2015), *Mapping Nutrition-Sensitive Interventions*

### 3.1.4. Cadre d'analyse des chaînes causales nutritionnelles (Impact Pathway Tool)

#### Objectif

Identifier les liens entre intrants, processus, résultats et impacts nutritionnels, en rendant visible l'enchaînement logique des effets.

#### Utilité

Outil puissant pour anticiper les effets attendus des interventions non nutritionnelles sur la situation nutritionnelle, souvent utilisé dans les évaluations ex ante.

#### Exemple d'impact pathway (simplifié) :

Intrants (Inputs)	Activités clés	Résultats intermédiaires	Effets nutritionnels attendus
Semences maraîchères	Formations jardin potager	Augmentation production légumes	Amélioration diversité alimentaire

Matériel pédagogique	Éducation nutritionnelle scolaire	Augmentation des connaissances	Meilleures pratiques alimentaires
----------------------	-----------------------------------	--------------------------------	-----------------------------------

**Source :** IFPRI (2016), *Designing Nutrition-Sensitive Value Chains*

### 3.2. Outils de planification des actions/activités en lien avec la nutrition

Une fois les actions identifiées, il faut les intégrer dans les outils de planification gouvernementale, afin qu'elles soient budgétées, programmées et réalisables dans le temps.

#### 3.2.1. Cadre logique nutritionnel intégré

##### Objectif

Intégrer des objectifs et indicateurs nutritionnels dans les outils classiques de planification comme les cadres logiques.

##### Utilité

Permet de structurer les projets en liant les intrants, activités, produits, effets et impacts aux résultats nutritionnels attendus. Il renforce la lisibilité des actions et leur pilotage.

##### Exemple de cadre logique simplifié :

Objectif spécifique	Indicateur	Source de vérification	Hypothèse clé
Réduire la malnutrition aiguë modérée	% d'enfants <5 ans avec MAM	Enquête SMART, système DHIS2	Accès suffisant à l'alimentation
Améliorer la diversification alimentaire	Score de diversité alimentaire	Journaux alimentaires ménages	Disponibilité aliments variés

**Source :** FAO & CILSS (2019), *Manuel d'élaboration des cadres logiques nutritionnels*

#### 3.2.2. Plan d'action multisectoriel en lien avec la nutrition

##### Objectif

Organiser de manière coordonnée les actions sectorielles et intersectorielles pour améliorer la nutrition à l'échelle nationale ou locale.

##### Utilité

Favorise la cohérence des actions nutritionnelles à travers les ministères (santé, agriculture, éducation, eau, protection sociale) avec un calendrier, des responsabilités, des cibles et un budget.

**Tableau 4 :** Plan d'action multisectoriel

Axe stratégique	Activité clé	Ministère responsable	Indicateur cible	Échéance
Prévention du retard de croissance	Promotion de l'allaitement exclusif	Ministère de la Santé	Taux d'allaitement à 6 mois (%)	2026
Sécurité alimentaire	Formation au compostage	Ministère Agriculture	Nombre de ménages formés	2025

**Source :** République du Niger (2018), PAN multisectoriel de nutrition

### 3.2.3. Outils d'estimation des coûts nutritionnels (Costing Tools)

#### Objectif

Estimer les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre un ensemble d'interventions nutritionnelles.

#### Utilité

Sert à plaider pour le financement adéquat des plans nutritionnels, fixer des priorités et allouer efficacement les ressources. Peut être utilisé au niveau national ou pour un programme spécifique.

Exemple d'outil : "Nutrition Budget Estimation Tool" (UNICEF, 2015)

**Tableau 5 :** Tableau d'exemple simplifié

Intervention	Coût unitaire (USD)	Bénéficiaires ciblés	Coût total estimé (USD)
Supplémentation en fer-acide folique	1,20	50 000 femmes	60 000
Déparasitage enfants 6-59 mois	0,40	120 000 enfants	48 000

**Source :** UNICEF (2015), Costing Tool for Nutrition

### 3.2.4. Matrice de programmation budgétaire en lien avec la nutrition (Budgeting Matrix)

#### Objectif

Traduire les priorités nutritionnelles en allocations budgétaires concrètes dans les documents de planification financière.

### Utilité

Sert à aligner la planification nutritionnelle avec les processus budgétaires nationaux ou locaux, facilitant le suivi des allocations et l'analyse des écarts.

**Tableau 6:** Matrice budgétaire

Ligne d'action	Ministère porteur	Budget alloué (FCFA)	Source de financement	Année cible
Campagnes de sensibilisation nutritionnelle	Santé	200 000 000	Budget national + PTF	2025
Promotion de cultures bio-fortifiées	Agriculture	350 000 000	Partenaires techniques	2026

**Source :** SPRING Project (2017), *Nutrition-Sensitive Budget Planning Guide*

## 3.3. Outils de suivi des actions/activités en lien avec la nutrition

Le suivi vise à mesurer la mise en œuvre effective et les résultats obtenus en matière de nutrition. Il repose sur des outils permettant de capter les progrès tant physiques que budgétaires.

### 3.3.1. Tableau de bord multisectoriel de nutrition

#### Objectif

Consolider en un seul document les indicateurs clés de performance issus de différents secteurs contribuant à la nutrition (santé, agriculture, éducation, protection sociale...).

#### Utilité

Permet un suivi intégré, une lecture rapide des progrès et une prise de décision concertée entre secteurs. Il aide à détecter les goulots d'étranglement et à mieux orienter les ressources.

**Tableau 7:** Tableau de bord simplifié

Secteur	Indicateur clé	Valeur actuelle	Cible 2026	État de progrès
Santé	Taux de malnutrition aiguë (<5 ans)	9,5 %	< 5 %	⚠ En deçà des objectifs
Agriculture	% de ménages avec jardins potagers	42 %	60 %	⌚ Progrès modéré

Éducation	% d'écoles avec cantines fonctionnelles	55 %	75 %	<input checked="" type="checkbox"/> En bonne voie
-----------	---	------	------	---

**Source :** *Global Nutrition Report, UNICEF, SUN Movement*

### 3.3.2. Outil de suivi budgétaire nutritionnel (Budget Tracking Tool)

#### Objectif

Suivre l'exécution effective des dépenses nutritionnelles allouées, spécifiques, sensibles et favorables, par ligne budgétaire.

#### Utilité

Favorise la transparence, la redevabilité et l'optimisation de l'utilisation des ressources publiques. Outil central pour les parlementaires, OSC et acteurs techniques du suivi budgétaire.

**Tableau 8:** Outil simplifié

Programme	Budget initial (FCFA)	Budget exécuté (FCFA)	Taux d'exécution (%)	Observations
Allaitement exclusif	100 000 000	75 000 000	75 %	Retard dans la mise en œuvre
Éducation nutritionnelle en milieu scolaire	80 000 000	85 000 000	106 %	Dépassement justifié (extension)

**Source :** *UNICEF, WHO, Budget Analysis Tools for Nutrition*

### 3.3.3. Revue multisectorielle annuelle de la nutrition

#### Objectif

Évaluer les progrès réalisés sur une base annuelle, identifier les bonnes pratiques et ajuster les stratégies dans une logique d'apprentissage collectif.

#### Utilité

Instrument clé de gouvernance nutritionnelle. Implique l'ensemble des parties prenantes (gouvernement, bailleurs, société civile, collectivités) dans une démarche participative.

#### Exemple de contenu de revue annuelle :

Thème de revue	Résultats clés	Recommandations prioritaires
----------------	----------------	------------------------------

Amélioration de la coordination	Progrès observé entre Santé et Éducation	Étendre la plateforme multi-acteurs
Suivi des indicateurs clés	Cibles atteintes partiellement	Renforcer la collecte de données communautaires

**Source :** *SUN Movement Annual Joint Assessment Guidelines (2020)*

### 3.3.4. Fiche de redevabilité communautaire nutritionnelle

#### Objectif

Renforcer la transparence et l'appropriation locale des interventions nutritionnelles par les bénéficiaires.

#### Utilité

Permet aux communautés d'évaluer elles-mêmes la qualité et la pertinence des services reçus (ex. : supplémentation, cantines, sensibilisation). Encourage la voix des femmes, des jeunes et des leaders communautaires.

#### Exemple de fiche participative :

Service nutritionnel reçu	Satisfaction (Oui/Non)	Commentaire communautaire	Action proposée
Distribution de compléments en fer	Oui	Bonne couverture, mais parfois en rupture	Renforcer la chaîne logistique
Éducation nutritionnelle	Non	Manque de sessions en langue locale	Traduction des modules

**Source :** *CARE International (2019), Community Score Card for Nutrition*

#### Conclusion

Intégrer la nutrition dans les processus budgétaires nécessite un changement de paradigme : considérer la nutrition non plus comme une affaire du seul secteur de la santé, mais comme une responsabilité partagée+ entre secteurs. Les outils présentés dans ce module (grilles, matrices, tableaux de bord, fiches de suivi, etc.) permettent d'opérationnaliser cette approche multisectorielle et de garantir que chaque franc budgétisé contribue réellement à améliorer la situation nutritionnelle des populations vulnérables.



Mais au-delà des outils, c'est une culture de redevabilité, d'analyse intersectorielle et de planification centrée sur les résultats qu'il convient de renforcer, pour que la nutrition devienne un axe structurant du développement durable.

## **MODULE 4 : PROCESSUS BUDGETAIRE DE L'ETAT ET POINTS D'ENTREE EN MATIERE DE NUTRITION**

### **Syllabus**

Objectif général : Renforcer les capacités des acteurs sur le processus budgétaire de l'Etat et les points d'entrée en matière de nutrition.

#### **Objectifs d'apprentissage :**

- comprendre la notion de budget de l'Etat;
- comprendre le processus budgétaire de l'Etat ;
- identifier les points d'entrée en matière de nutrition sur toutes les étapes du processus budgétaire ;
- de suivre et d'évaluer l'exécution budgétaire des activités en lien avec la nutrition.

#### **Contenu :**

- les étapes d'élaboration, de vote et d'approbation du budget de l'Etat ;
- les points d'entrée en matière de nutrition à toutes les étapes du processus budgétaire ;
- les points de contrôle à l'exécution et après exécution du budget de l'Etat en matière de nutrition ;
- les acteurs et leurs rôles dans le processus budgétaire.

## **Introduction**

Le processus budgétaire est un enchaînement d'étapes visant à la préparation, l'approbation, le suivi et l'ajustement du budget de l'Etat, généralement pour une période annuelle. Ce processus lie la planification stratégique aux décisions financières, permettant d'allouer les ressources selon les priorités définies. Il est presque identique quel que soit le domaine d'intervention concerné.

Ce processus se déroule en trois (3) principales phases :

- élaboration du budget ;
- exécution du budget ;
- suivi-évaluation du budget.

En mode programme, ces phases sont précédées d'une phase de planification préalable :

### **4.1. Phase préalable de planification**

Le budget étant la traduction chiffrée des choix politiques, il est important de disposer de documents de politiques assortis de plans d'actions pour guider son élaboration. À cette étape, il s'agit d'examiner et de s'assurer que les politiques sectorielles et les documents de planification traitent des questions de nutrition. Les points suivants doivent être vérifiés :

- accorder une priorité aux dépenses liées aux besoins spécifiques de la nutrition pris en compte dans les documents de programmation budgétaire économique pluriannuelle (DPBEP), les circulaires budgétaires et les plans annuels d'investissements (PAI) ;
- prendre en compte comme priorité dans l'analyse diagnostic des programmes/actions budgétaires, les activités qui entrent dans le cadre de la nutrition ;
- associer les OSC et les partenaires techniques et financiers pour l'identification des besoins prioritaires de la nutrition.

### **4.2. Élaboration du budget sous l'angle nutrition**

Cette phase est l'étape de mise en œuvre effective des intentions et des orientations contenues dans les documents stratégiques. Elle se déroule en deux étapes essentielles :

#### **4.2.1. Elaboration du budget**

Cette phase se caractérise par l'élaboration du Document de Programmation Budgétaire Économique et Pluriannuelle (DPBEP), de la Circulaire Budgétaire (CB) et du Programme d'Investissements Publics (PIP).

Dès le début de la planification budgétaire, les ministères et institutions doivent accorder une attention particulière aux interventions en lien avec la nutrition en y consacrant des crédits.

#### **4.2.1.1. Document de programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle**

Conformément à l'article 54 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF), « *le projet de loi de finances de l'année est élaboré par référence à un DPBEP couvrant une période minimale de trois (03) ans* ». Les OSC et PTF peuvent être mis à contribution pendant l'élaboration du DPBEP pour la prise en compte des thématiques transversales et particulièrement de la nutrition.

L'élaboration du DPBEP vise, entre autres, à partir des principales options de politique macroéconomique à :

- dégager des prévisions de recettes globales par nature et par régie ;
- déterminer le volume global des dépenses par nature ;
- déterminer les enveloppes de référence par Ministère/Institution et par nature de dépenses.

Le rapport relatif au DPBEP fait l'objet :

- d'examen *éventuel* en Conseil de Cabinet ;
- d'examen et d'adoption en Conseil des Ministres ;
- d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) qui doit se tenir à l'Assemblée Nationale *au plus tard le 30 juin de l'année en cours*.

Le DPBEP ne fait pas l'objet de vote, mais donne la possibilité aux élus de recadrer les orientations du Gouvernement en vue de prendre en compte les besoins réels de la population (les femmes/hommes/filles/garçon) lors du Débat d'orientation budgétaire.

#### **4.2.2. Elaboration de la circulaire budgétaire**

Signée par le Président du Faso, la Circulaire Budgétaire est adressée aux Ministres et Présidents d'Institutions. Elle doit paraître *au plus tard le 1<sup>er</sup> mai de l'année précédant celle donnant son nom au budget*.

La Circulaire Budgétaire contient :

- les instructions du Président du Faso sur les modalités de préparation du budget pour l'année à venir ;
- les orientations du Gouvernement en matière de politique économique et sociale (*priorités*) ;
- les modalités de présentation du budget ;
- et les enveloppes de référence issues du DPBEP *par nature et par Ministère/Institution*.

### **Points d'entrée en matière de nutrition**

La nutrition doit être inscrite comme une orientation stratégique du Président du Faso dans la circulaire budgétaire à l'effet d'inviter tous les départements ministériels et institutions à prendre en compte les activités en lien avec la thématique dans leur budgétisation.

#### **4.2.3. Programme d'investissement public (PIP)**

Le PIP introduit la notion de priorisation des investissements en lien avec les Référentiels Nationaux de Développement (RND) et leur programmation à court et moyen termes.

Il permet de s'assurer, entre autres, de :

- la maturité des investissements proposés ;
- la cohérence de ces investissements avec la politique sectorielle du département et également avec le RND ;
- la prise en compte de l'échéancier des AE/CP ;
- et la prise en compte de l'incidence des investissements sur les autres natures de dépenses.

Dans ce document, la prise en compte de la nutrition, n'est pas expressément mentionnée parmi les critères de choix des investissements. Pour ce faire, il sied d'introduire un point d'analyse des retombées des investissements en matière de nutrition au profit des populations rurales et urbaines.

### **4.3. Préparation analytique du budget**

Cette phase peut être subdivisée en quatre (04) principaux points :

- la préparation du budget au niveau des Ministères et Institutions ;
- l'examen des avant-projets de budget au niveau du Ministère en charge des Finances ;

- l'examen de l'avant-projet de budget de l'Etat en Conseil de Cabinet/Conseil de Gouvernement et/ou en Conseil des Ministres ;
- l'examen du projet de Loi de finances par le Parlement.

#### **4.3.1. Préparation du budget au niveau des ministères et institutions**

Chaque département ministériel ou Institution élabore son avant-projet de budget conformément aux instructions contenues dans la circulaire. Pour ce faire, chaque Ministre ou Président d'Institution communique à ses différentes directions (centrales et déconcentrées) ainsi qu'aux structures rattachées à son département, une copie de la circulaire accompagnée, le cas échéant, de ses propres instructions pour ce qui concerne les priorités et orientations de son département. Les différents services évaluent leurs besoins qui seront par la suite consolidés au niveau des directions respectives avant d'être centralisés et vérifiés par la DGF.

Les différentes propositions sont discutées ensuite en commission interne présidée par le Ministre ou le Président d'Institution, en présence des Responsables de Programmes budgétaires (*budget élaboré selon le format programme depuis 2017*).

Les choix définitifs des inscriptions budgétaires de l'avant-projet de budget interviennent après l'identification, l'évaluation et le choix des programmes prioritaires. Ces choix doivent s'opérer dans le strict respect des enveloppes de référence notifiées à travers la Circulaire Budgétaire.

#### **Point d'entrée de la nutrition**

A cette étape, les différents départements ministériels et institutions devraient prendre des dispositions nécessaires en vue de s'assurer de la prise en compte des activités en lien avec la nutrition dans leur avant-projet de budget (APB).

#### **4.3.2. Examen des APB au niveau du Ministère des Finances**

Cette étape commence par la réception des APB des Ministères et Institutions au Cabinet du Ministre chargé des Finances conformément au délai prescrit dans la circulaire budgétaire suivie de leur transmission à la DGB pour centralisation et vérification.

Ensuite, il y a la mise en place des équipes de vérification composées des agents de la DGB pour l'examen des APB en vue de s'assurer du respect des instructions de la Circulaire Budgétaire, de la conformité des imputations avec la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE), du respect des enveloppes et sous-enveloppes du DPBEP, de la cohérence du projet annuel de performance (PAP), etc.

La vérification des APB aboutit à la rédaction des rapports de synthèse. Les travaux des équipes de vérification sont sanctionnés par des rapports de synthèse qui seront présentés à la phase technique.

### **Point de contrôle de la nutrition**

C'est à ce niveau qu'un focus peut être fait sur les lignes identifiées comme sensibles à la nutrition, leur incidence financière ainsi que les recommandations contenues dans le rapport annexe nutrition avec possibilité d'interpeller si nécessaire les ministères concernés.

A cette phase, la DGB reçoit les délégations de chaque Ministère et Institution composées des RP, du DGF, du DGESS, du DRH et des DGF des structures rattachées ainsi que de toutes autres personnes ressources. L'objectif de ces échanges consiste à évacuer les questions d'ordre technique recensées dans les rapports de vérification.

A l'issue des échanges techniques, débutent les travaux de la phase ministérielle. Le ministre chargé des Finances reçoit successivement ses collègues Ministres et Présidents d'Institutions en vue de trancher sur certaines questions d'ordre stratégique, non résolues à la phase technique et devant faire l'objet d'une prise de décision.

Cette étape constitue une occasion pour le Ministre des finances d'interpeller ses collègues pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans leurs interventions.

Aux termes de ces arbitrages, l'avant-projet de budget de l'Etat est finalisé et soumis à l'examen et à l'adoption du Conseil des Ministres.

### **4.3.3. Examen et l'adoption de l'APB de l'Etat en Conseil des Ministres**

A l'issue éventuellement du Conseil de Cabinet, le Conseil des Ministres arrête les grandes lignes du Projet de budget notamment :

- l'épargne budgétaire (*part des ressources propres affectée à l'investissement après couverture des dépenses courantes*) ;
- le niveau du déficit budgétaire ;
- le niveau du besoin de financement (*en faisant intervenir les ressources et les charges de trésorerie*) ;
- le niveau d'endettement compatible avec le besoin de financement (*Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT)*) ;
- les plafonds « *définitifs* » de crédits par Ministère et Institution.

C'est le lieu ici pour le Président du Faso de s'assurer que ses orientations en matière de nutrition ont été prises en compte par les ministères et institutions.

#### **4.3.4. Examen du Projet de Loi de finances par le Parlement**

Le projet de Loi de finances doit être déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale au plus tard le jour de l'ouverture de la deuxième session ordinaire qui est consacrée principalement à l'examen du projet de budget de l'Etat (*dernier mercredi de septembre de l'année N*).

Une fois déposé, le projet de Loi de finances est affecté à la Commission des Finances et du Budget (COMFIB) pour examen.

Les travaux de cette commission se déroulent en trois (03) étapes :

- d'abord en sous-commissions où les députés échangent avec les techniciens des Ministères et Institutions. Ces travaux sont sanctionnés par un rapport spécial qui sera présenté en plénière de la COMFIB ;
- ensuite, la plénière de la COMFIB auditionne à tour de rôle les délégations ministérielles conduites par les Ministres ou Présidents d'Institutions accompagnés de quelques collaborateurs ;
- enfin, après audition des Ministres et Présidents d'Institutions, interviennent les arbitrages définitifs et la rédaction du rapport général de la COMFIB qui sera présenté en plénière de l'Assemblée Nationale pour examen et adoption. Pendant la plénière, la loi de finances est examinée par l'ensemble des députés.

#### **Point de contrôle de la nutrition**

Au cours de la session budgétaire, des réponses sont apportées aux questions des députés sur toutes les dépenses en général et sur les dépenses en lien avec la nutrition en particulier.

Une fois votée, la loi de finances est promulguée par le Président du Faso au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle donnant son nom au budget et mise en exécution.

#### **4.4. Exécution du budget**

Le cadre juridique qui encadre l'exécution du budget programme provient de la deuxième génération des directives de l'UEMOA adoptées en 2009 et de leur internalisation à travers notamment la Loi organique n°073/2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances et ses textes d'application.



#### **4.4.1. Acteurs de l'exécution budgétaire**

L'article 6 du décret N°2016-598/PRES/PM/MINEFID du 08 juillet 2016, portant règlement général sur la comptabilité publique dispose que « Les opérations relatives à l'exécution de la loi de finances et à la gestion des biens de l'Etat font intervenir deux catégories d'agents : les ordonnateurs et les comptables ».

Les autres acteurs intervenant dans l'exécution du budget sont : les Secrétaires généraux des ministères et institutions, les responsables de programmes, les responsables d'unités opérationnelles de programmes (RUOP), le Directeur général du budget (DGB), les Directeurs chargés du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DCMEF), les Directeurs des Marchés Publics (DMP) ou les Personnes Responsables de la commande publique (PRCP), les Responsables des projets et programmes de développement, les Contrôleurs internes, etc.

#### **4.4.2. Modalités d'exécution du budget**

On distingue deux phases d'exécution des dépenses budgétaires que sont la phase administrative et la phase comptable.

##### **4.4.2.1. Phase administrative**

La phase administrative de l'exécution comporte trois (03) étapes que sont l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement.

##### **➤ Engagement**

L'engagement se définit comme étant "l'acte par lequel un agent de l'ordre administratif habilité à cet effet crée ou constate à l'encontre de l'Etat, une obligation dont résultera une dépense". Il comprend l'engagement juridique et celui comptable.

L'engagement juridique de la dépense publique est l'acte par lequel l'Etat crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge.

L'engagement comptable de la dépense publique consiste à affecter des crédits au paiement de la dépense.

##### **➤ Liquidation**

La Liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Les liquidations de dépenses, toutes catégories confondues ne peuvent intervenir au-delà du 31 décembre de l'année (article 91 du RGCP).

#### ➤ **Ordonnancement/Mandatement**

L'ordonnancement est l'acte administratif par lequel, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre est donné par l'Ordonnateur Principal au comptable assignataire de payer la dette de l'Etat ou des autres organismes publics. Il est matérialisé par l'établissement d'une ordonnance de paiement.

Le mandatement est l'acte administratif par lequel, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre est donné par l'Ordonnateur Délégué ou Secondaire au comptable assignataire de payer la dette de l'Etat. Il est matérialisé par l'établissement d'un mandat de paiement.

#### **4.4.2.2. Phase comptable**

Cette phase est constituée d'une seule étape qui est le paiement. Le paiement est l'acte par lequel, l'Etat ou l'organisme public se libère de sa dette. Ce paiement ne peut intervenir qu'après visa de l'ordonnance ou du mandat de paiement par le comptable assignataire.

#### **Points de contrôle de la prise en compte des aspects nutritionnels au cours de l'exécution du budget**

Le contrôle lors de l'exécution du budget consiste à :

- vérifier le respect des priorités en lien avec la nutrition retenues au moment de l'élaboration du budget (ROB, PAI, budget participatif) ;
- rendre compte en particulier du suivi des interventions sur la nutrition dans les cadres de concertation ;
- vérifier la prise en compte des caractéristiques et les spécifications liées à la nutrition dans les dossiers d'appel à concurrence.

#### **4.5. Phase de suivi-évaluation**

La phase de suivi-évaluation intervient pendant et après l'exécution du budget à l'effet de vérifier l'efficacité, l'efficience et l'impact des ressources engagées par l'Etat dans la prise en compte des questions de nutrition. Le suivi-évaluation vise à :

- assurer de la conformité entre les ressources budgétaires allouées et les dépenses réellement exécutées ;
- mesurer les résultats obtenus par rapport aux objectifs initialement fixés ;
- dégager la part contributive du budget de l'Etat dans la nutrition ;
- orienter les décisions futures à travers les ajustements ;
- renforcer la redevabilité.

### **Points de contrôle de la prise en compte de la nutrition dans la phase de suivi-évaluation**

Le suivi-évaluation de la prise en compte de la nutrition dans le budget se fait à travers l'appréciation du respect des priorités arrêtées dans les documents de planification budgétaire que sont les rapports annuels de performances (RAP), les rapports d'exécution à mi-parcours du budget.

Les rapports périodiques de l'exécution budgétaire doivent présenter la situation nutritionnelle en termes de performance infra-annuelles et annuelles résultants des interventions.

Les Rapports Annuels de Performance (RAP) produits sur la base des indicateurs facilitent le contrôle de la prise en compte de la nutrition dans l'examen du projet de loi de règlement.

L'examen du projet de loi de règlement par le Parlement doit prendre en compte la nutrition conformément aux engagements pris par le Gouvernement et les autorisations budgétaires accordées.

Le Parlement contrôle non seulement la régularité des opérations budgétaires, mais aussi il contrôle les résultats et en évalue « l'efficacité, l'économie et l'efficience » avec possibilité de recourir à l'expertise de la Cour des Comptes.

### **Conclusion**

Le processus budgétaire nécessite l'implication de tous les acteurs tant au niveau des départements ministériels que des institutions. La gestion de ce processus rencontre des difficultés aussi bien en matière d'élaboration, d'exécution et de suivi-évaluation de l'exécution du budget. L'inscription de la nutrition dans la circulaire budgétaire permettra d'accroître le financement public de la nutrition et favorisera l'atteinte de l'engagement qui est de consacrer au moins 5% du budget national à la nutrition à l'horizon 2028.

# **MODULE 5 : PROCESSUS BUDGETAIRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET POINTS D'ENTREE EN MATIERE DE NUTRITION**

## **Syllabus**

**Objectif général :** Connaître le processus budgétaire des collectivités territoriales et comment prendre en compte les activités de la nutrition dans le budget.

### **Objectifs pédagogiques**

- de comprendre la notion de budget des collectivités territoriales ;
- de cerner le processus budgétaire des collectivités territoriales ;
- d'établir les liens entre les étapes du processus budgétaire ;
- d'identifier les points d'entrée en matière de nutrition sur toutes les étapes du processus budgétaire ;
- de suivre et d'évaluer l'exécution budgétaire des activités en lien avec la nutrition.
  - **Public cible**
    - les collectivités territoriales ;
    - les services techniques déconcentrés ;
    - les organisations de la société civile ;
    - les partenaires techniques et financiers intervenant dans le domaine de la décentralisation et de la nutrition ;
    - les acteurs intervenant dans le domaine de la décentralisation et la nutrition.
  - **Contenu**
    - définition du budget des collectivités territoriales ;
    - les principes et documents budgétaires ;
    - les étapes d'élaboration, de vote et d'approbation du budget des collectivités territoriales ;
    - les points d'entrée en matière de nutrition à toutes les étapes du processus budgétaire ;
    - les points de contrôle à l'exécution et après exécution du budget des collectivités territoriales en matière de nutrition ;
    - les acteurs et leurs rôles dans le processus budgétaire.

- **Méthode**

- présentation sur power point suivie d'échanges ;
- partage d'expériences ;
- évaluation.

## **Introduction**

La malnutrition demeure un problème de santé publique et de développement. Les causes de la malnutrition étant multifactorielles, les interventions multisectorielles devraient être renforcées. Il est prouvé que pour une mise en œuvre réussie de la PNMN, les collectivités territoriales doivent jouer un rôle prépondérant. Dans cette dynamique, il est nécessaire d'intégrer la nutrition dans les plans locaux de développement (PLD) et partant dans les budgets des collectivités territoriales.

Les plans locaux de développement sont mis en œuvre à travers les plans annuels d'investissements qui servent de plans de travail annuels. La mise en œuvre consiste à concrétiser les interventions des secteurs clés de nutrition retenues dans les plans locaux de développement.

Le processus budgétaire des Collectivités territoriales (CT) est encadré par des textes législatifs et réglementaires dont le décret n°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso et son modificatif N°2023-0995/PRES-TRANS/PM/MEFP/MATDS du 14 août 2023 qui fixent les modalités de présentation, d'élaboration, de vote, d'adoption et d'approbation des budgets des collectivités territoriales et l'instruction interministérielle n°2021-002/MINEFID/MATD du 05 octobre 2021 portant application de la comptabilité des ordonnateurs des collectivités territoriales du Burkina Faso.

## **5.1. Généralités sur le budget des collectivités territoriales**

### **5.1.1. Définition du budget des collectivités territoriales**

Le budget de la collectivité territoriale est l'acte par lequel le conseil d'une collectivité territoriale prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année. Le budget de la collectivité territoriale a ainsi les caractéristiques essentielles suivantes :

- il est un acte de prévision : cela signifie que le budget de la collectivité territoriale est élaboré avant l'année de son exécution ;
- il est un acte d'autorisation : c'est par le vote du conseil de collectivité territoriale que l'ordonnateur est autorisé à percevoir les recettes et à effectuer les dépenses prévues dans le budget.

On distingue trois (03) types de budget à savoir le budget primitif, le budget rectificatif et le budget annexe.

Le budget de la collectivité territoriale doit être approuvé par l'autorité de tutelle avant son exécution.

### **5.1.2. Principes budgétaires**

L'élaboration du budget dans les collectivités territoriales doit respecter huit (08) principes que sont l'annualité, l'unité, l'universalité, l'antériorité, la sincérité, l'équilibre du budget, la légalité de l'impôt et la spécialité des crédits.

#### **5.1.2.1. L'annualité**

Le principe de l'annualité signifie que le budget est voté pour un exercice budgétaire. L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile : il court du 1er janvier au 31 décembre de l'année considérée.

Toutefois, la journée comptable du 31 décembre se prolonge jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

Cette journée dite journée complémentaire permet exclusivement de procéder à des régularisations comptables.

Les régularisations comptables dont il est question ci-dessus sont celles faites à l'initiative du receveur de collectivité territoriale. Elle concerne également les ordonnancements / mandatement correspondants à des services faits au 31 décembre.

Les crédits de fonctionnement non engagés au cours de l'exercice budgétaire sont annulés à l'exception des crédits liés aux ressources affectées. Les crédits de l'investissement non engagés au cours de l'exercice sont reportés au budget de l'exercice suivant.

#### **5.1.2.2. L'unité**

Le principe de l'unité édicte que toutes les recettes et toutes les dépenses doivent être contenues dans un document unique sous la forme d'un tableau d'ensemble permettant d'apprécier l'équilibre de leurs masses. Cette règle a l'avantage de permettre d'avoir une vue d'ensemble du paysage budgétaire et d'éviter aux différents intervenants de procéder à des recherches dans divers documents.

Cette règle comporte deux exceptions :

- le budget principal peut être assorti de budgets annexes ;
- le budget primitif peut être modifié au cours de l'exercice au moyen de deux budgets rectificatifs dont le premier relatif au report des résultats qui doit être adopté au plus tard le 31 mars et le second au plus tard le 15 septembre et des décisions modificatives sans porter atteinte à l'équilibre du budget.

Les budgets annexes et les budgets rectificatifs sont votés et approuvés dans les mêmes conditions que le budget principal. Toutefois, le deuxième budget rectificatif peut faire l'objet d'approbation par consultation à domicile.

#### **5.1.2.3. L'universalité**

Le principe de l'universalité signifie que toutes les dépenses et toutes les recettes doivent être prévues au budget sans compensation, sans affectation, sans omission, ni dissimulation. L'ensemble des recettes est destiné à couvrir l'ensemble des dépenses.

Cette règle comporte néanmoins des dérogations fondées sur la double nécessité de satisfaire à la volonté du donateur ou du bailleur de fonds et d'en faciliter le contrôle. Il s'agit notamment des dons, legs, aides spécifiques, dotations, transferts et subventions d'équipement ou de fonctionnement affectés à un équipement ou à une catégorie de dépenses de fonctionnement.

#### **5.1.2.4. L'antériorité**

L'antériorité est le principe selon lequel le budget, acte de prévision, doit être voté et approuvé préalablement à son exécution.

Par exception à ce principe, le budget peut être exécuté par voie de douzièmes provisoires jusqu'au 31 mars.

#### **5.1.2.5. La Spécialité**

La spécialité des crédits implique que les crédits soient ventilés par chapitres, articles et paragraphes et affectés à des dépenses données.

Le principe de la spécialité exclut les possibilités de virement de chapitre à chapitre, ou d'article à article.

Au titre des exceptions à ce principe, on peut citer entre autres :



- à l'intérieur d'un même chapitre sans spécialisation : l'aménagement du budget doit être limité à 10% du crédit budgétaire initial. Il se fait sur décision modificative de l'ordonnateur visée par le Contrôleur Financier ;
- à l'intérieur d'un même chapitre avec spécialisation : l'aménagement se fait par délibération du conseil de collectivité sur proposition de l'ordonnateur et approuvée par l'autorité de tutelle ;
- chapitre à chapitre : l'aménagement se fait par délibération du conseil de collectivité sur proposition de l'ordonnateur et approuvée par l'autorité de tutelle ;
- virement de crédits de la section fonctionnement à la section investissement : l'aménagement se fait par délibération du conseil de collectivité sur proposition de l'ordonnateur et approuvée par l'autorité de tutelle ;
- virement de crédits à l'intérieur de la section investissement : l'aménagement se fait par délibération du conseil de collectivité sur proposition de l'ordonnateur et approuvée par l'autorité de tutelle.

**NB :**

- le virement de crédits de la section investissement à la section fonctionnement est formellement interdit ;
- les dépenses imprévues ne doivent pas dépasser 5% des crédits correspondant aux dépenses réelles prévisionnelles de la section de fonctionnement pour faire face à des dépenses urgentes.

#### **5.1.2.6. La sincérité**

Le principe de sincérité implique que les prévisions de ressources et de charges de la collectivité territoriale soient évaluées de façon sincère. Elles doivent être effectuées avec réalisme et prudence compte tenu des informations disponibles au moment où le projet de budget est établi.

#### **5.1.2.7. L'équilibre**

Le principe de l'équilibre budgétaire vise l'équilibre comptable des recettes et des dépenses. L'ensemble des dépenses ne doit pas être supérieur à l'ensemble des recettes.

Ce principe implique le respect de certaines conditions au moment de l'élaboration du budget :

- la section de fonctionnement et celle d'investissement doivent être chacune en équilibre ;

- les recettes et les dépenses sont évaluées de manière sincère et les dépenses obligatoires doivent être inscrites en priorité ;
- un prélèvement minimum de 20% des recettes budgétaires propres de la collectivité doit être réalisé au niveau de la section de fonctionnement pour financer la section d'investissement ;
- l'autofinancement majoré des recettes propres d'investissement (hors dotations ou subventions affectées ou emprunts) doit couvrir le remboursement en capital des emprunts.

En sus de ces conditions, les prévisions des dépenses d'investissement doivent représenter au moins 1/3 des prévisions de dépenses totales.

#### **5.1.2.8. La légalité de l'impôt**

Le principe de la légalité de l'impôt implique que la création des impôts et taxes est du domaine de la loi. Le conseil de collectivité territoriale, par sa délibération, fixe le taux des taxes locales dans les conditions déterminées par la loi.

### **5.2. Documents budgétaires**

#### **5.2.1. Budget primitif**

Le budget primitif est l'acte par lequel le conseil d'une collectivité territoriale prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année. Il est le premier budget à partir duquel sont élaborés les autres documents. Il doit être préparé par l'ordonnateur, adopté par le Conseil de Collectivité Territoriale et déposé auprès de l'autorité de tutelle au plus tard le 15 novembre de l'année précédant celle donnant son nom au budget.

L'autorité de tutelle doit l'approuver avant le 15 décembre de l'année précédant celle pour laquelle il est arrêté.

#### **5.2.2. Budget rectificatif**

Le budget rectificatif est un acte qui permet d'aménager le budget, soit en y ajoutant des compléments ou en faisant des réductions, soit en y intégrant des opérations nouvelles tant en recettes qu'en dépenses.

Le premier budget rectificatif qui constate le report du résultat de l'exercice précédent doit être adopté au plus tard le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique et soumis à l'approbation des autorités de tutelle au plus tard le 15 avril de l'exercice auquel il se rapporte. Il est

obligatoirement accompagné du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice clos le 31 décembre précédent.

Le deuxième budget rectificatif ayant pour objet de rectifier le budget, soit par des compléments ou des réductions, soit par des opérations nouvelles tant en recettes qu'en dépenses doit être adopté au plus tard le 15 septembre et approuvé par les autorités de tutelle au plus tard le 30 octobre.

### **5.2.3. Décisions modificatives**

Après l'approbation du budget primitif ou des budgets rectificatifs, des événements nouveaux peuvent survenir. Dans ce cas, les décisions modificatives permettent à l'ordonnateur de les prendre en compte.

Les décisions modificatives sont donc des ajustements budgétaires opérés par l'ordonnateur ou par le conseil de collectivité territoriale sur proposition de l'ordonnateur.

### **5.2.4. Budget annexe**

Le budget annexe est un assouplissement au principe de l'unité budgétaire. Il individualise les mouvements des deniers publics effectués par un service ou une activité de la collectivité territoriale doté de l'autonomie financière mais dépourvu de la personnalité morale.

Il s'agit très souvent de services qui offrent des prestations marchandes. Ces services produisent un budget différent de celui de la collectivité territoriale.

Toutefois, ce budget est voté par le conseil de collectivité territoriale et approuvé par l'autorité de tutelle en même temps et dans les mêmes conditions que le budget principal avant d'être exécuté.

Si ces services réalisent un excédent ou un déficit, il est intégré dans le budget principal de la collectivité territoriale.

## **5.3. Principales étapes d'élaboration du budget de la collectivité territoriale**

L'élaboration du budget des CT comporte plusieurs étapes : les étapes préalables, la préparation du budget, le vote et l'approbation.

### **5.3.1. Etapes préalables à l'élaboration du budget des collectivités territoriales**

Les étapes préalables à l'élaboration du budget des CT concerne l'élaboration d'une circulaire budgétaire de la tutelle et la tenue du débat d'orientation budgétaire.

#### **5.3.1.1. Circulaire budgétaire des collectivités territoriales**

La circulaire budgétaire est signée conjointement par les ministres chargés des finances et des collectivités territoriales. Elle fixe les conditions dans lesquelles se préparent et s'exécutent les budgets des collectivités territoriales pour l'année considérée.

La circulaire budgétaire contient des indications visant à une bonne prévision budgétaire. Elle paraît au plus tard le 30 juin de l'année précédant celle donnant son nom au budget.

##### **▪ Points d'entrée en matière de nutrition**

A travers cette circulaire budgétaire, les autorités de tutelle invitent les collectivités territoriales à prendre en compte le volet nutrition dans leurs budgets.

#### **5.3.1.2. Débat d'orientation budgétaire**

Le Président du conseil de collectivité élabore un document sur le débat d'orientation budgétaire qui est transmis aux membres du conseil de collectivité avant la tenue de la session. Au cours de la séance, ce document fait l'objet d'un exposé par l'ordonnateur suivi des débats proprement dits. La tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire et est sanctionnée par un procès-verbal.

Le contenu du document regroupe plusieurs aspects relatifs à l'évolution du contexte socio-économique local, aux tendances des finances de la collectivité territoriale et aux perspectives budgétaires.

Le débat d'orientation budgétaire se mène au sein du conseil de collectivité territoriale et doit avoir lieu à la troisième session ordinaire précédant la session budgétaire autour des grandes orientations de la politique de l'ordonnateur en vue de recueillir et éventuellement de prendre en compte les contributions des élus.

Le débat d'orientation budgétaire a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein du conseil de la collectivité territoriale sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité territoriale. Il améliore l'information transmise au conseil de la collectivité territoriale. Cette instance donne également aux élus la

possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité territoriale. Il doit se concevoir comme un outil pédagogique.

#### ▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

Le document sur le DOB permet de prendre en charge les orientations budgétaires de la circulaire budgétaire notamment la thématique nutrition.

Cette instance offre une opportunité au conseil d'interpeller l'exécutif de la collectivité territoriale par rapport aux engagements dans le cadre de l'amélioration de l'état nutritionnel des populations.

En vue d'améliorer la participation citoyenne, une partie du budget d'investissement des CT peut faire l'objet d'allocation à des investissements identifiés de façon participative. Dans ce cas, des foras doivent être organisés avec les potentiels bénéficiaires. Les montants à mettre en jeu dans cette démarche doivent faire l'objet d'échanges à l'occasion du DOB.

Les foras communautaires consistent à recueillir les besoins et les préoccupations des populations à la base et de les traduire en actions soit dans les PCD, PRD ou directement dans le budget prochain (primitif / rectificatif).

#### ▪ **Points d'entrée en matière de nutrition sur les foras communautaires**

Les activités en lien avec la nutrition seront identifiées par les populations au cours des fora et qui doivent être inscrites en priorité dans les budgets.

### **5.4. Différentes phases du processus budgétaire**

Ce processus se déroule en 3 principales phases :

- élaboration du budget ;
- exécution du budget ;
- suivi-évaluation.

#### **5.4.1. Phase d'élaboration du budget**

##### **5.4.1.1. Préparation du budget**

Dans le cadre de la préparation du budget, l'ordonnateur dispose des services techniques de la collectivité territoriale et peut recourir aux services compétents déconcentrés de l'Etat,

notamment ceux chargés respectivement des finances et de l'administration territoriale. L'ordonnateur peut également solliciter des conseils de l'autorité de tutelle.

Le processus de préparation du budget suit les étapes suivantes :

***Etape 1 : Réception, diffusion et exploitation de la circulaire budgétaire de la tutelle***

Après réception et diffusion aux services, l'ordonnateur convoque une réunion interne d'appropriation et d'exploitation de la circulaire budgétaire. Les participants sont :

- l'ordonnateur et ses suppléants/délégués ;
- les représentants du service financier et comptable ;
- le Secrétaire Général ;
- le Président de la commission affaires économiques et financière (CAEF) ;
- les services techniques déconcentrés (STD) du département des finances ;
- toute autre personne dont la présence est jugée nécessaire.

***Etape 2 : Elaboration d'une lettre circulaire interne pour l'expression des besoins***

Cette lettre est préparée par le Secrétaire Général en collaboration avec le service financier et comptable et est signée du Président de conseil de collectivité territoriale. Elle est adressée aux différentes structures et services de la collectivité ainsi que les services partenaires afin de recueillir leurs besoins en dépenses, leurs propositions de mobilisation des recettes au profit du budget de la collectivité territoriale et leurs attentes en termes de moyens humains, matériels et financiers pour les besoins de recouvrement.

▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

Les orientations de cette circulaire interne ne doivent pas être contraires à l'esprit de la circulaire budgétaire de la tutelle.

En réponse à la lettre du Président de la collectivité, les structures et services partenaires de la collectivité vont exprimer les préoccupations et les besoins qui vont être déclinés en activités liées à la nutrition. Celles-ci sont consignées dans le canevas joint à la lettre circulaire de l'ordonnateur et à esquisser dans l'avant-projet de budget.

***Etape 3 : Réception et synthèse des expressions des besoins et des prévisions de recettes***

Le service en charge de l'administration et des finances de la collectivité centralise les expressions des besoins et les prévisions de recettes des différents services pour préparer une esquisse du budget.

Pour une meilleure budgétisation, il doit disposer des documents ci-après :

- **les documents généraux** : code général des collectivités territoriales, circulaire budgétaire, décret portant régime financier et comptable des collectivités territoriales, nomenclature budgétaire des collectivités territoriales, dernier compte administratif, budget de l'année précédente, budget rectificatif de l'année en cours, plan annuel d'investissement, etc. ;
- **les documents nécessaires à la prévision des recettes** : dernier certificat de recettes de l'année en cours, derniers certificats de recettes des trois dernières années, fichier des contribuables/redevables aux principaux impôts et taxes, contrats des locations des propriétés, textes relatifs aux subventions reçues de l'Etat et des partenaires financiers, réponses reçues des STD et relatives aux recettes, tout document donnant des informations permettant de prévoir l'ensemble des recettes ;
- **les documents nécessaires à la prévision des dépenses** :
  - pour les dépenses de personnel : les barèmes de solde des agents des collectivités territoriales, le régime indemnitaire en vigueur, la loi sur la fonction publique territoriale et ses décrets d'applications, les états nominatifs détaillés du personnel, l'état des indemnités servies, etc. ;
  - pour les dépenses de matériel : la situation des factures impayées, le dernier état des engagements des trois dernières années, le dernier état des engagements de l'année en cours, les besoins des services partenaires, le solde disponible des stocks, l'état des besoins en fournitures, matériels et autres charges de fonctionnement prévisibles, les arrêtés portant transfert de ressources liées aux compétences transférées, etc. ;
  - pour les dépenses d'investissement : la situation des besoins d'investissement, l'état de la dette de la collectivité territoriale, le devis quantitatif et estimatif des investissements, les arrêtés portant transfert de ressources liées aux compétences transférées, etc.

***Etape 4 : Convocation de la Commission Technique d'arbitrage du budget***

En possession des expressions des besoins, l'ordonnateur convoque la commission technique d'arbitrage du budget.

Les membres de cette commission technique sont :

- l'Ordonnateur ou son représentant mandaté pour conduire les travaux ;
- les Ordonnateurs délégués/suppléants ;
- le Secrétaire Général (SG) ;
- les Responsables des services financier et comptable de la collectivité territoriale ;
- le Receveur de collectivité territoriale ou son représentant ;
- le Contrôleur Financier ou son représentant ;
- le Représentant de la Direction Générale des Impôts ;
- les Responsables des autres STD de l'Etat.

Cette commission a pour tâche de passer en revue les propositions des structures déjà compilées en un seul document par le service en charge des finances de la collectivité territoriale.

Après cette étape, on obtient un document appelé projet de budget qui doit être équilibré en recettes et en dépenses.

#### ▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

La commission technique d'arbitrage va s'assurer du respect de la réglementation en vigueur et de la prise en compte des activités relatives à la nutrition dans l'avant-projet du budget.

Après les travaux, l'ordonnateur finalise le projet de canevas de programmation des activités en lien avec la nutrition.

### **5.4.1.2. Vote du budget par le conseil de collectivité territoriale**

#### ***5.4.1.2.1. Examen du projet de budget par la Commission Affaires Economiques et Financières***

Avant le vote du projet de budget de la collectivité territoriale par le conseil, celui-ci est soumis à l'examen de la « Commission Affaires Economiques et Financières (CAEF) ». Les attributions et le fonctionnement de cette commission permanente sont régis par les règlements intérieurs des conseils de collectivités territoriales.

Cette commission examine et soumet au conseil un rapport faisant état de ses principaux constats ainsi que des propositions concrètes facilitant son vote et son adoption.



Le projet de budget doit être reproduit en nombre suffisant et transmis à tous les conseillers avant la session budgétaire conformément aux délais en vigueur.

▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

Au cours de l'examen du projet de budget, la Commission Affaires Economiques et Financières fait une analyse des inscriptions budgétaires et vérifie la budgétisation des activités en lien avec la nutrition. Elle doit relever dans son rapport à présenter au cours de la session budgétaire, les observations sur la budgétisation ou non desdites activités.

**5.4.1.2.2.     *Déroulement de la session budgétaire***

Après l'étape de la CAEF, le projet de budget est soumis au conseil de collectivité territoriale qui se réunit en session budgétaire.

Participent à cette session :

- le Président du conseil de collectivité territoriale ;
- les conseillers de la collectivité territoriale ;
- les représentants du service administratif et financier de la collectivité territoriale ;
- les représentants des services déconcentrés de l'Etat à savoir :
- le receveur de collectivité territoriale ;
- le contrôleur financier ;
- le représentant de la Direction générale des impôts ;
- le représentant de la police ;
- les représentants de l'enseignement, de la santé, de l'élevage, de l'environnement, des sports et loisirs ;
- etc.

Les représentants des structures déconcentrées participent à la session budgétaire seulement pour apporter des éléments permettant d'éclairer les conseillers en vue de la prise de décision. Ils n'ont pas de droit de vote.

Toutefois, en cas de délégation spéciale, les STD membres ont droit de vote conformément aux textes en vigueur.

A ce stade, des modifications peuvent être apportées au projet de budget avant son adoption.

Seuls les conseillers participent au vote du document budgétaire présenté par le Président du conseil. Pour être valide, le vote doit se faire avec un nombre de conseillers autorisé par la loi.

En effet, le conseil ne peut valablement siéger que si la majorité absolue (plus de la moitié) des conseillers en exercice participent à la séance.

Le vote du budget se fait toujours à la majorité des conseillers présents.

Après le vote du budget par le conseil de collectivité territoriale, le comptable remplit la colonne du budget intitulé « Vote du conseil de la collectivité territoriale » en prenant en compte les modifications apportées par ledit conseil.

#### ▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

Au cours de l'examen du budget, les membres du conseil de collectivité doivent s'assurer de la prise en compte des activités en lien avec la nutrition. Dans le cas contraire, ils peuvent proposer séance tenante des activités sur la nutrition.

#### **a. Cas où le projet du budget ne serait pas voté**

Deux situations peuvent se présenter :

##### ❖ **Cas d'un retard constaté au 31 décembre**

Lorsque le budget de la collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le début de l'exercice budgétaire, l'autorité de tutelle autorise l'exécution des recettes et des dépenses de fonctionnement de la façon suivante :

- pour les recettes, l'autorité de tutelle autorise la perception des impôts et taxes ordinaire ;
- pour les dépenses, l'autorité de tutelle autorise l'exécution des dépenses de fonctionnement de façon temporaire, à concurrence du douzième des dépenses de l'exercice précédent. Cette autorisation opère néanmoins une réduction des crédits affectés à des dépenses non renouvelables. Cette forme d'autorisation est couramment appelée « douzième provisoire ».

##### ❖ **Cas où le conseil de collectivité ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget**

Dans le cas où le conseil de collectivité territoriale ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget avant le 31 mars de l'année considérée, l'autorité de tutelle règle le budget. Il ne

comprend alors que les dépenses obligatoires et les recettes revenant de droit à la collectivité territoriale et les impôts directs automatiquement reconduits.

### **b. Transmission du budget à la tutelle**

Après la finalisation du budget (corrections conformément aux avis du conseil), le responsable du service financier de la collectivité territoriale doit :

- reproduire ce document en nombre d'exemplaires requis (cf. circulaire budgétaire) ;
- soumettre tous ces exemplaires à la signature du Président du conseil de collectivité territoriale ;
- réunir les délibérations adoptées lors de la session ;
- déposer l'ensemble des documents au niveau des secrétariats permanents des commissions techniques chargées de l'examen des documents budgétaires.

Il sera aussi accompagné des différents états annexes conformément à la circulaire budgétaire. Ces documents permettront une meilleure compréhension du budget par la Tutelle.

Les actes budgétaires des collectivités territoriales sont obligatoirement transmis à l'autorité de tutelle dans un délai maximum de quinze (15) jours consécutifs à la date de délibération.

Une fois le document transmis, l'autorité de tutelle dispose d'un délai de trente (30) jours à partir de la date de dépôt du budget pour faire connaître sa décision d'approbation ou pour émettre des observations. Passé ce délai, le budget est réputé exécutoire.

#### **5.4.1.3. L'approbation du budget par la tutelle**

Le budget est approuvé conjointement par les Ministres chargés des finances et des collectivités territoriales qui peuvent déléguer ce pouvoir aux représentants de l'Etat au niveau local.

Le budget est examiné en présence de l'ordonnateur accompagné du :

- représentant des services financiers de la collectivité territoriale à l'exception des communes à statut particulier qui peuvent se faire représenter par cinq (05) personnes au plus ;
- responsable chargé de la questure ;
- contrôleur financier ou son représentant ;
- receveur de collectivité territoriale ou son représentant ;
- représentant du service des collectivités de la recette municipale/régionale ;
- représentant du service des impôts.

Lors de la session d'approbation, les données de la colonne du budget « vote du conseil de collectivité territoriale » sont examinées par les commissions techniques chargées de l'examen des documents budgétaires des collectivités territoriales.

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, l'autorité d'approbation le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande au conseil de collectivité territoriale une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération du conseil de collectivité territoriale, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à partir de la communication des propositions de l'autorité d'approbation.

Au cas où le conseil de collectivité territoriale ne délibère pas dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par l'autorité d'approbation, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze (15) jours à partir de la réception de la nouvelle délibération, le budget est arrêté d'office et rendu exécutoire par l'autorité d'approbation.

De façon précise, ceci peut intervenir dans les cas ci-après :

- lorsque le budget n'a pas été établi conformément aux lois et règlements ;
- lorsqu'il a été omis l'inscription de dépenses obligatoires ;
- lorsque les crédits ouverts pour faire face aux dépenses obligatoires sont insuffisants ;
- lorsqu'il apparaît une surestimation ou une sous-estimation des recettes ou des dépenses réelles.

Les montants approuvés sont reportés dans la colonne du budget « accord de l'autorité de tutelle ».

Les budgets rectificatifs peuvent être inscrits à l'ordre du jour de sessions ordinaires du conseil de collectivité territoriale. Le deuxième budget rectificatif peut être approuvé après consultation à domicile des CTR/CTI.

En cas de consultation à domicile, les documents budgétaires sont transmis par courrier physique et électronique à l'autorité de tutelle.

Après examen, celle-ci transmet son avis à l'ordonnateur par courrier physique et électronique.

#### ▪ **Points d'entrée en matière de nutrition**

L'autorité de tutelle doit s'assurer de la prise en compte des activités relatives à la nutrition à travers le budget et l'état de programmation des activités en lien avec la nutrition qui l'accompagne. Dans le cas où les activités ne sont pas prises en compte, la tutelle en fait l'observation à la collectivité et l'invite à prévoir lesdites activités dans les budgets à venir.

#### **Cas où le budget ne serait pas approuvé**

Deux situations peuvent se présenter :

- l'accord n'intervient pas dans le délai de trente (30) jours à compter de la date d'accusé de réception de l'autorité de tutelle. Alors, le budget est réputé exécutoire ;
- lorsque l'autorité de tutelle refuse l'approbation, le conseil de collectivité territoriale peut se pourvoir en justice, à la condition d'avoir saisi l'autorité de tutelle au préalable d'un recours gracieux. Dans ce cas de saisine, l'autorité de tutelle dispose d'un délai de trente (30) jours au maximum pour réagir. Dans le cas où le budget primitif de la collectivité territoriale n'a pas été approuvé avant cette date, l'ordonnateur peut, jusqu'à l'approbation de ce budget, dans les conditions définies par la réglementation en vigueur, mettre en recouvrement les recettes en début de l'année financière. En conséquence, il peut mensuellement engager, liquider et ordonnancer/mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite du douzième de celles inscrites au budget de l'année précédente. Après approbation de l'autorité de tutelle, le budget devient exécutoire.

L'ordonnateur en transmet une copie au receveur et au contrôleur financier de la collectivité territoriale. Les documents à transmettre comprennent, notamment les budgets primitifs, les budgets rectificatifs et les décisions modificatives.

#### **5.4.2. Exécution du budget**

L'exécution du budget de la collectivité territoriale repose sur un principe fondamental qui est le principe de la séparation des fonctions d'ordonnateurs et de comptables (article 16 du décret N°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso).

##### **5.4.2.1. Acteurs de l'exécution budgétaire**

L'article 27 du décret N°2019-0575/PRES/PM/MINEFID/MATDC du 05 juin 2019 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales au Burkina Faso précise que «

l'exécution des opérations budgétaires et comptables des collectivités territoriales incombe aux ordonnateurs et comptables publics » qui en sont les principaux acteurs.

L'instruction interministérielle n°2021-002/MINEFID/MATD du 05 octobre 2021 portant application de la comptabilité des ordonnateurs des collectivités territoriales du Burkina Faso précise que les autres acteurs intervenant dans l'exécution du budget sont : les contrôleurs financiers des Collectivités Territoriales, les acteurs de la DGI, le responsable du service des affaires financières, le comptable des matières de la CT, la personne responsable de la commande publique, les régisseurs.

#### **5.4.2.2. Modalités d'exécution du budget**

On distingue deux phases d'exécution des dépenses que sont la phase administrative et la phase comptable.

##### **a. Phase administrative**

La phase administrative de l'exécution comporte trois (03) étapes que sont l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement.

##### **a.1. Engagement**

On distingue deux (02) types d'engagement : l'engagement juridique et celui comptable (article 104 du RFCCT).

L'engagement juridique de la dépense publique est l'acte par lequel l'ordonnateur du budget de la CT crée ou constate à l'encontre de la CT une obligation de laquelle résultera une charge.

L'engagement comptable de la dépense publique consiste à affecter des crédits au paiement de la dépense.

##### **a.2. Liquidation**

La Liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle ne peut être faite qu'au vu des titres et pièces offrant la preuve des droits acquis par les créanciers (article 107 du RFCCT). Les liquidations de dépenses, toutes catégories confondues ne peuvent intervenir au-delà du 31 décembre de l'année (article 91 du RGCP).

##### **a.3. Ordonnancement/Mandatement**

L'ordonnancement est l'acte administratif par lequel, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre est donné par l'Ordonnateur Principal au comptable assignataire de payer la

dette de la CT. Il est matérialisé par l'établissement d'une ordonnance de paiement (article 111 du RFCCT).

Le mandatement est l'acte administratif par lequel, conformément aux résultats de la liquidation, l'ordre est donné par l'Ordonnateur Délégué ou suppléant au comptable assignataire de payer la dette de la CT. Il est matérialisé par l'établissement d'un mandat de paiement (article 112 du RFCCT).

#### **b. Phase comptable**

Cette phase est constituée d'une seule étape qui est le paiement. Le paiement est l'acte par lequel, la CT se libère de sa dette. Ce paiement ne peut intervenir qu'après visa de l'ordonnance ou du mandat de paiement par le comptable assignataire.

### **Points de contrôle de la prise en compte des aspects nutritionnels dans l'exécution du budget des collectivités territoriales**

Le contrôle lors de l'exécution du budget des collectivités territoriales consiste à :

- s'assurer de l'exécution des activités en lien avec la nutrition comme retenues au moment de l'élaboration du budget (budget, PAI) ;
- s'assurer de la priorisation des activités sensibles à la nutrition après les dépenses obligatoires;
- s'assurer en cas de modification du budget de ne pas supprimer les activités en lien avec la nutrition au profit d'autres dépenses jugées prioritaires ;
- rendre compte du suivi des interventions sur la nutrition lors du vote des budgets rectificatifs et dans les cadres de concertation.

### **5.5. Phase de suivi-évaluation**

La phase de suivi-évaluation intervient pendant et après l'exécution du budget à l'effet de vérifier l'efficacité, l'efficience et l'impact des ressources engagées par la CT dans la prise en compte des questions de nutrition. Le suivi-évaluation vise à :

- assurer de la conformité entre les ressources budgétaires allouées et les dépenses réellement exécutées ;
- mesurer les résultats obtenus par rapport aux objectifs initialement fixés ;
- dégager la part contributive du budget de la CT dans la nutrition ;
- orienter les décisions futures à travers les ajustements ;

- renforcer la redevabilité de la mise en œuvre des activités de nutrition.

### **Points de contrôle de la prise en compte de la nutrition dans la phase de suivi-évaluation**

Le contrôle de la prise en compte de la nutrition après exécution du budget des collectivités territoriales se fait à travers :

- le rapport spécial de l’ordonnateur qui rend compte entre autre de la situation financière de l’année précédente doit faire ressortir l’état d’exécution des activités en lien avec la nutrition ;
- la situation d’exécution des activités en lien avec la nutrition jointe au compte administratif ;
- l’examen des documents budgétaires soumis aux CTR/CTI à travers l’interpellation des acteurs de la prise en compte des activités de nutrition dans les budgets ;
- le rapport bilan d’exécution des activités qui présente la situation globale de mise en œuvre des activités en lien avec la nutrition.

### **Conclusion**

Le processus budgétaire des CT est un levier important permettant d’intégrer les enjeux de la nutrition dans les politiques publiques locales. Depuis l’expression des besoins jusqu’au suivi-évaluation, chaque étape offre une opportunité pour agir en faveur d’une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, notamment les plus vulnérables que sont les femmes, les enfants, les personnes âgées, etc.

La réussite de ce processus nécessite une volonté politique affichée, l’implication des PTF et la mobilisation des communautés autour de la prise en compte de la nutrition comme priorité de développement.



## **CONCLUSION GENERALE**

Au Burkina Faso, la nutrition constitue l'une des priorités des politiques publiques en ce qu'elle est un des leviers du développement économique et social pour bâtir un capital humain de qualité. Au regard de l'importance de cette thématique, le Gouvernement a fait le choix d'investir dans la nutrition à travers le budget de l'Etat et celui des collectivités territoriales. Ce processus doit aboutir à l'institutionnalisation de la budgétisation sensible à la nutrition au niveau de l'Etat et des collectivités territoriales à travers des actes réglementaires ou législatifs, des budgets orientés sur la nutrition et un suivi-capitalisation soutenu des interventions en la matière à tous les niveaux. Le principal défi demeure le renforcement des capacités des différents acteurs afin qu'ils se l'approprient. L'élaboration de modules constitue une étape importante dans la prise en compte de la budgétisation sensible à la nutrition tant au niveau de l'Etat qu'au niveau des CT. Ces modules abordent deux thématiques principales que sont le budget et la nutrition à travers notamment les notions, les processus et les orientations pour une application réussie de l'approche. C'est à ce prix que nous parviendrons à améliorer les indicateurs de nutrition au Burkina Faso.